

1974

C

1974

alternatives

non violentes

BD1 C 7

syndicalisme et non violence
luttres exemplaires en sicile

3

80P 6112

revue bimestrielle

4f



SOMMAIRE

Editorial (Ch. Delorme)	1
Syndicalisme et non violence (André Jeanson)	3
Le mouvement ouvrier (Maurice Debrach)	7
Le combat des Lip (Claire Martin)	13
Le syndicat de César Chavez (Pierre Fabre)	17
Une interview de Richard Chavez (G. Didier, J. Fabre)	19
Entretien avec Danilo Dolci (G. Didier, J. Fabre)	23
Lorenzo Barbera et son peuple en lutte (G. Didier)	26
Un groupe de travail « Syndicalisme et non violence » à Lyon	31
Premières rencontres C.F.D.T.-non violents (Jean Authier)	32
Le facteur est passé	34
Informations brèves	
Bibliographie sommaire	36

Ce numéro est tiré à trois mille exemplaires.

EDITORIAL

Le deuxième numéro d'ALTERNATIVES NON VIOLEN-
TES, consacré à « non violence et révolution prolé-
tarienne », nous a valu d'être accusés par certains de
faire de « l'ouvriérisme » ou du « vulgaire
gauchisme ».

Avec ce numéro, en quelque sorte nous récidivons, et
sans doute ne nous ménagera-t-on pas, non plus, les
critiques.

Sauf de rares exceptions (l'ancien cheminot lyonnais,
Jean Goss, par exemple), les personnes qui dans nos
pays d'Europe occidentale se retrouvent dans l'idée
de non violence, n'appartiennent pas au monde
ouvrier. Il n'y a pas à en être fiers. Il n'y a pas non
plus à en être traumatisés. Comme il n'y a pas à être
traumatisés en découvrant que les marxistes (article
de Vincent Laure, dans notre précédent numéro) ou
le mouvement ouvrier, jusque-là restent méfiants à
l'égard de la (des) non violence (s).

Il convient, en revanche, que nous nous gardions
d'une certaine attitude gauchiste (les non violents
sont-ils des gauchistes ? Un point dont il faudra
débatte aussi un jour...), qui consiste à faire table
rase de tout ce qui a fait l'histoire des ouvriers, de
leurs luttes, de leurs partis et de leurs syndicats,
pour en arriver à dire : « Nous seuls sommes les vrais
alliés de la classe ouvrière. La solution, c'est nous
seuls qui l'avons ! ». Et peut-être serait-il heureux
que les organisations ouvrières aient par rapport aux
non violents le même regard.

La société qui a vu grandir Gandhi était une société
marquée entièrement par le religieux. Les inégalités
y étaient exprimées en termes religieux. Gandhi ne
pouvait pas, par conséquent, analyser les rapports
d'exploiteurs à exploités comme nous pouvons le
faire aujourd'hui en Occident. Martin Luther King lui-
même, et à plus forte raison César Chavez qui est
ouvrier, sont eux aussi excusables, si l'on se place
dans la perspective d'une révolution prolétarienne,
pour leur ignorance de cette dernière : aux U.S.A., il
n'y a pas eu jusque-là, à proprement parler, de
mouvement ouvrier, ce pays étant né dans l'idéologie
des pionniers individualistes. Ce numéro d'ALTER-
NATIVES présente d'ailleurs un entretien avec
Richard Chavez, frère de César, qui témoigne qu'on
peut être fidèle à son peuple, ne pas faire semblant-il
le je des exploiters, sans faire les analyses de
Marx. L'entretien a eu lieu début janvier à Londres.

La non violence, c'est vrai, n'est pas d'essence prolétarienne. Mais elle n'est pas davantage d'essence bourgeoise. C'est une idée, une stratégie aussi, qui dans l'histoire est venue à l'esprit de groupes humains jamais majoritaires, mais ayant appartenu à des classes diverses de la société. Car il n'y a pas de « classe non violente ». Actuellement, en Corée du Sud, pour marquer leur opposition à la dictature du général Park, les syndicalistes ouvriers se rasant le crâne. Aucun manipulateur de foules bien pensant n'est venu leur dire qu'il fallait se comporter de la sorte : d'eux-mêmes ils ont fait ce choix.

Non violence ouvrière ? Il faut toujours se méfier de ramener la couverture à soi, mais sans aucun doute l'histoire du monde ouvrier a-t-elle des points de rencontre avec la recherche non violente. On pourra, au demeurant, s'en rendre compte, en lisant ce que nous en disent dans ce numéro deux anciens syndicalistes, André Jeanson, ancien secrétaire général de la C.F.D.T., et Maurice Debrach, ancien responsable régional C.G.T. et militant non violent de la Creuse. Nous sommes sûrs que leurs textes constitueront pour beaucoup une découverte de la réalité syndicale. Sans doute serait-il important que tous ceux qui veulent travailler à l'expansion de l'idée de non violence, sachent se mettre à une véritable écoute du mouvement ouvrier, en lisant la presse des organisations syndicales, en suivant de près les conflits sociaux.

Ces derniers neuf mois, un conflit au moins aura attiré l'attention de l'ensemble de l'opinion française sur des ouvriers en lutte : le conflit « Lip ». Maintenant terminé (à ce sujet, il serait intéressant de déterminer le rôle de l'armée et de son industrie dans le « redémarrage » progressif de Lip...), ce conflit aura été un socio-drame révélateur des craintes et des aspirations de la société française contemporaine, depuis le souci de la garantie de l'emploi jusqu'à une vague aspiration à l'auto-gestion. Dans les milieux non violents, on aura surtout été sensible à la désobéissance civile, comparable à celle de nos amis du Larzac, dont ont fait preuve avec un courage

suffoquant les militants de Lip. Aussi ne pouvions-nous pas ne pas parler du conflit de Besançon dans le cadre de ce troisième numéro d'ALTERNATIVES. En accord avec les ouvriers de Lip, Claire Martin, chanteuse engagée qui fut une de leurs « voix » et un lien entre eux et le courant non violent, a bien voulu nous donner quelques pages.

Y aura-t-il demain des combats syndicaux, qui se réclameront de la recherche non violente ? Nous ne pouvons en préjuger. Mais à défaut de pouvoir parler de telles luttes pour l'instant, nous avons pensé que nous nous devons de faire connaître ce qui se passe actuellement en Sicile...

Deux hommes très différents, mais dont la caractéristique commune est de se reconnaître dans le courant non violent et de se battre depuis des années aux côtés des travailleurs sur-exploités de la Sicile, illustrent « les luttes exemplaires » annoncées en première page de couverture : Danilo Dloci et Lorenzo Barbera.

Prix Lénine de la Paix, Danilo Dolci a eu ses heures de gloire voici déjà dix ou quinze ans. Ne l'appelaient pas, alors, « le Gandhi de la Sicile » ? La presse mondiale, par la suite, en a moins parlé. Mais lui n'en a pas moins continué à combattre. Vous lirez son interview.

Lorenzo Barbera est plus jeune. Mais ce que son peuple et lui ont réalisé est absolument stupéfiant. Voici des hommes qui ont pratiquement déclaré hors-la-loi les gouvernants italiens qui les laissaient à leurs misères ! Georges Didier est rentré enthousiasmé de Sicile. A ALTERNATIVES NON VIOLENTES, nous sommes décidés à reparler des combats qui se mènent autour de Lorenzo, à ne plus quitter des yeux la Sicile... Ce qui se fait là-bas est autrement plus sérieux que ce que, dans l'ensemble (le combat des paysans du Larzac excepté), nous faisons.

Christian DELORME

SYNDICALISME

ET NON VIOLENCE

Voilà un thème qu'un syndicaliste français ne peut aborder qu'avec infiniment d'appréhension. Car il faut bien le reconnaître, ce thème-là n'apparaît guère ni dans le discours ni dans la réflexion du syndicalisme. Aussi c'est en tâtonnant, et me contentant de quelques réflexions, préliminaires en quelque sorte, que je me hasarderai à me mesurer avec un tel sujet.

Ma première réflexion sera pour souligner que les syndicalistes n'excluent pas la violence de l'arsenal de leurs moyens d'action.

Cela tient d'abord à ce qu'ils sont, aujourd'hui encore, très profondément imprégnés d'un siècle et demi d'histoire ouvrière. Même si elle a fort peu appris ces choses sur les bancs de l'école, la classe ouvrière a toujours présent, dans sa mémoire collective, le souvenir des grandes luttes ouvrières du XIX^e et du début du XX^e siècle, des grèves et des premiers mai sanglants. D'autant que, si d'une façon générale les conflits sociaux de notre temps se déroulent sans que le tir des « forces de l'ordre » sur la foule ne viennent en ponctuer les manifestations, il reste que cette mémoire collective des travailleurs est, à l'occasion, ravivée par des événements tragiques comme la tuerie de Charonne et le meurtre d'Overney.

Cela est du passé, récent soit, mais du passé, diront certains. Voire ! Les massacres de travailleurs algériens, les expulsions et les matraquages des immigrés ont une fâcheuse tendance, actuellement, à faire partie des faits quotidiens. D'une façon générale, nul ne conteste que les manifestations populaires de travailleurs, de jeunes, d'étudiants, plus que d'autres, attirent les grenades lacrymogènes et les bastonnades. Il est aussi de notoriété publique que dans certaines entreprises françaises, dont tout le monde connaît les noms, les militants syndicaux et politiques doivent faire preuve de courage physique, au sens précis de cette expression, pour tenter de mener leur action auprès de leurs camarades. Quant au classique « passage à tabac », forme d'une torture qui n'ose pas dire son nom, personne ne soutiendrait qu'il est exclu de tous les locaux de police ?

Et si on pousse l'indulgence et la résignation jusqu'à admettre qu'après tout, il ne s'agit là que de « bavures » inévitables, il reste que les travailleurs ont une conscience, plus ou moins affirmée mais bien enracinée, que la société capitaliste est une société qui, tous les jours, leur fait violence. Certes, cette société leur distribue des biens de consommation qui permettent à bon nombre

d'entre eux d'améliorer leur niveau de vie. Mais en leur refusant la plupart du temps la part qui leur revient pour avoir participé à la création de ces biens. Et il y a surtout les cadences de travail, le climat de l'entreprise-caserne qui dégradent physiquement et moralement les travailleurs, la catastrophe du chômage et des licenciements : n'y a-t-il pas là de véritables actes de violence ? On pourrait aussi ajouter les métros pressurés, les bidonvilles et les H.L.M. de nos banlieues. La violence est partout, même si elle ne s'exprime pas à coups de poing ou de bâton.

En d'autres termes, la lutte de classe est une réalité d'aujourd'hui, comme elle était une réalité hier. Elle a même tendance à s'élargir, à couvrir tous les terrains où les hommes vivent ensemble, pour devenir la lutte des possédants contre les « possédés », et la violence, structurellement, dirais-je, est du côté des possédants.

Ma deuxième réflexion consiste à dire que les nombreux travailleurs qui militent pour l'instauration dans notre pays d'une société socialiste savent parfaitement que la classe privilégiée qui aujourd'hui détient toutes les formes de pouvoir ne se laissera pas dépouiller gentiment de ses pouvoirs par la pression populaire même dans le cas où cette pression s'exprimerait par le suffrage universel : sa résistance sera réelle ; pas forcément bien sûr, sous une forme violente, mais peut-on totalement l'exclure ?

La majorité s'indigne quand l'opposition parle de polices parallèles, de barbouzes, de SAC, etc., c'est de la fabulation, paraît-il ! En partie, peut-être, mais ce n'est pas l'opposition qui a inventé l'expression « l'ennemi intérieur » ! Pas l'adversaire : l'ennemi, ni plus, ni moins ! On ne peut se boucher les yeux pour ne pas voir l'ambiguïté (c'est le moins que l'on puisse dire) de la D.O.T. Et est-il impossible de rencontrer des officiers (ils ne sont pas très nombreux, mais ils existent) qui confient assez volontiers leur intention de faire que l'armée, si nécessaire, s'oppose à la prise du pouvoir par la gauche ?

Par ailleurs, si le journal confidentiel « la Nation » a essayé de rattraper l'imprudence et l'impudence des propos qu'il avait tenus au lendemain de l'assassinat

d'Allende, le drame chilien demeure extrêmement éclairant, car il montre jusqu'à quelle extrémité dans la violence et le crime peuvent aller les hommes et les classes sociales qui n'ont à la bouche que l'exaltation des valeurs de justice, de liberté et de dignité ! L'expérience chilienne n'est, hélas, pas unique : plus près de nous : l'Espagne, le Portugal, la Grèce...

Ainsi, les syndicalistes ont mille et une raisons de ne pas s'interdire l'hypothèse d'un recours à la violence. Cependant, c'est ma troisième réflexion, les syndicalistes n'aiment pas la violence. Bien sûr, chacun sait qu'en général, le pouvoir n'est au bout du fusil qu'à condition que le fusil n'ait pas en face de lui une mitrailleuse ou un tank...

Mais surtout l'histoire ouvrière est pleine de ces révolutionnaires partis en guerre pour libérer la classe ouvrière, mais qui ont débouché finalement sur la dictature d'un homme, ou d'un parti, parce qu'ayant déclenché le processus de la violence, ils ont été incapables de l'arrêter et quasi contraints même à en faire une méthode permanente d'exercice du pouvoir.

Dans son comportement quotidien, le syndicaliste prend bien soin d'éviter ce qui peut fournir prétexte à la provocation et à la violence physique. Certes, depuis quelques années, les cas ne sont pas rares où les travailleurs exaspérés par un patronat qui « se défile » ou par une hiérarchie pas trop musclée, séquestre, avec plus ou moins de douceur, leur patron ou ses collaborateurs, d'où les cris d'indignation apeurée et scandalisée de la C.G.C.

Dans tous ces cas, les responsables syndicaux ont « couvert » les travailleurs engagés dans de telles actions, ont expliqué et justifié ces actes, mais jamais ils ne les ont encouragés ni préconisés.

Par contre il existe pour le syndicalisme un immense champ d'action sur lequel la violence se donne libre cours : violence non contre les personnes, mais contre les structures, contre les statuts sociaux, contre les institutions, finalement contre la **légalité**. Et ce qui caractérise les luttes ouvrières depuis quelques années, depuis mai 1968 surtout, c'est le recours de plus en plus fréquent à des moyens d'action de ce type.

La grève a été toujours, et demeure bien entendu, l'arme la plus courante et la plus chère aux travailleurs. Mais aujourd'hui, très souvent, elle se traduit par l'occupation de l'entreprise, affirmant ainsi que, quand les travailleurs sont dans leur entreprise, ils ne sont pas « chez » quelqu'un, mais chez eux. Nos camarades de Lip ont d'une façon extraordinairement éloquente su exprimer ce sentiment profond qu'ont les travailleurs vis-à-vis de « leur » entreprise avec tout ce que comporte en liens et en droits ce possessif.

Mieux encore, en décidant de reprendre en mains la fabrication et la vente des montres, en organisant les fameuses payes sauvages, les « Lip » ont porté un coup d'une formidable puissance à la conception du rôle et du pouvoir du patron dans une entreprise capitaliste, au point qu'il ne doit plus guère y avoir de patrons qui puissent rencontrer un responsable syndical sans un sentiment inconfortable d'inquiétude en se demandant : « Est-ce qu'il ne va pas faire comme chez Lip » ! Et c'est dans ce sens qu'on peut affirmer que, quels que soient les résultats de ce conflit pour l'entreprise, les travailleurs de Lip ont livré et gagné une bataille dont on n'a pas fini de mesurer l'importance.

D'autant qu'il ne s'agit pas d'un phénomène isolé : les ouvrières de Cerisay, qui elles aussi, ont continué la production, et lutté pour contrôler elles-mêmes leurs cadences de travail, mènent une bataille exemplaire. Il n'est plus rare maintenant de voir des travailleurs décider de fixer eux-mêmes leur rendement et d'organiser leur travail. Tout cela représente une avancée du combat ouvrier qui fait infiniment « plus mal » à l'adversaire qu'une bagarre entre CRS et manifestants, même si ce sont les CRS qui se font matraquer !

En d'autres termes, si les travailleurs ne sont guère disposés à prêter l'oreille aux quelques farfelus qui veulent leur faire croire que la seule action révolutionnaire valable est la préparation de la lutte armée, par contre ils sont tout prêts, leurs actes le prouvent, à écouter les syndicalistes qui leur disent : **le passage de la société capitaliste à la société socialiste ne se fera cer-**

tainement pas sans que des actes tendant à bousculer et à détruire la « légalité » telle qu'elle est aujourd'hui, n'aient été posés et massivement posés.

Me voici amené à ma quatrième et dernière réflexion. Dans le même temps où se développent ces actions ouvrières qui, sans faire appel à la violence, remettent durement en question et ébranlent les structures et le fonctionnement de l'entreprise capitaliste, voici que, parallèlement venu d'autres horizons la plupart du temps, sur l'initiative de militants sensibilisés par d'autres aspects aussi aberrants de la société moderne, un mouvement prend corps, quitte les zones marginales pour connaître un impact de plus en plus important sur l'opinion publique. C'est celui qui s'ordonne autour de la théorie et de la pratique d'une stratégie non violente avec l'ambition de donner à cette stratégie un contenu tel qu'elle puisse répondre à toutes les sortes de conflits que suscite notre monde, et pas seulement les conflits qui relèvent de la Défense Nationale.

Il est capital à mon sens que ces deux évolutions puissent se rencontrer, s'explorer l'une l'autre, dirais-je, s'appuyer l'une sur l'autre. Le mouvement syndical, encore peu familiarisé avec l'arsenal dont il est en train de se doter, avec des moyens d'action (sinon nouveaux, tout au moins renouvelés) de caractère « illégal », renforcerait et enrichirait grandement cet arsenal en bénéficiant des recherches et des expériences des penseurs et des militants de la non violence.

A l'inverse, ces penseurs et ces militants découvrirait un terrain particulièrement riche en tensions et en conflits que beaucoup d'entre eux ne connaissent guère, celui de l'entreprise capitaliste. De surcroît, si la non violence trouvait une résonance réelle et une sympathie active dans le monde ouvrier, elle y gagnerait une force nouvelle et considérable venant décupler ses moyens de mobiliser l'opinion publique. J'ajouterai qu'à mon avis le mouvement syndical autogestionnaire devrait être particulièrement sensible à l'importance d'une telle convergence et ceci à deux niveaux.

Au niveau des moyens à mettre en œuvre tout au long de la période de transition afin de conduire à un socialisme autogestionnaire. Les syndicalistes, en effet, qui se donnent des perspectives autogestionnaires insistent avec raison sur la nécessité pour eux de faire appel à des moyens d'action qui ne risquent pas d'entraîner des processus autoritaires et pour cela nécessitent l'adhésion consciente, la participation volontaire des travailleurs. Il ne fait pas de doute que les recherches centrées sur la stratégie de la non violence pourraient très efficacement les aider dans leur démarche.

Au niveau du projet de société, un des problèmes les plus complexes et les plus délicats d'un projet autogestionnaire est le suivant : une société bâtie dans toutes ses structures sur une base d'autogestion ne sera pas une société « apaisée », bien au contraire pourrait-on dire. Dans la mesure (et elle sera considérable, puisque là est la caractéristique essentielle de ce type de société où les lieux des responsabilités seront assumer et des décisions à prendre seront multipliées, dans la même

mesure les risques de tension et de conflits se trouveront eux aussi multipliés. Le problème sera donc que ces conflits, loin d'être étouffés, puissent s'exprimer pleinement et finalement se résoudre sans mettre en péril la cohésion et la marche de l'ensemble. Il faudra donc inventer des procédures, des moyens d'action, créer des comportements qui permettent de surmonter ces difficultés. Là encore, je suis persuadé que les recherches autour de la non violence peuvent être déterminantes pour alimenter l'imagination créatrice des syndicalistes autogestionnaires.

C'est donc avec la plus grande conviction que je souhaite voir se nouer les contacts, se développer des réflexions communes entre le courant syndical autogestionnaire et les organisations de militants non violents. Il y a là une piste neuve, originale et d'une richesse insoupçonnée qu'ensemble, il serait passionnant d'explorer.

André JEANSON
*Ancien secrétaire général
de la C.F.D.T.*

COMBAT NON VIOLENT, périodique d'information sur l'action non violente en France et dans le monde.

Combat non violent présente un dossier complet sur l'objection de conscience historique, le service civil, l'O.N.F., l'opération 20, la résistance, plaider pour un nouveau statut, la situation en Allemagne, en Italie, en Espagne, en U.R.S.S. Prix 2 F.

Prochain numéro : Gandhi.

« On peut se demander si, au cours des années qui viennent, étant donné la nature hautement scientifique et hautement centralisée des machines de guerre et des appareils policiers auxquels auront à faire face les militants qui lutteront, soit pour la liberté, soit pour la paix, soit pour ces deux objectifs, les méthodes de combat sans armes ne seront pas souvent les seules qui resteront à notre disposition et parfois les seules efficaces » (Claude Bourdet).

Au sommaire de ce même numéro :

- Chavez et les Chicanos
- Fontevraud vivra
- L'imposture nucléaire
- Solidarité avec l'Amérique latine.

Abonnement à « Combat non violent »

20 numéros : 30 F. C.C.P. « Les amis des Circauds », 4514-75 Lyon.

Adresse : Vendranges 42590 Neulise.

LE MOUVEMENT OUVRIER

L'Histoire de la classe ouvrière, c'est l'histoire du syndicalisme. Les grandes conquêtes sociales, l'amélioration de la situation ouvrière, sont le résultat d'une lutte syndicale. Avant d'être traduites dans des lois, elles firent l'objet de revendications inscrites dans des « plateformes », portées en avant par l'action, presque toujours par la grève.

Cette histoire, c'est aussi celle d'une lutte révolutionnaire contre la violence « institutionnalisée », contre le capitalisme. C'est celle du sang versé par la violence répressive. C'est l'histoire de la lutte des classes.

Confronter le syndicalisme et la non violence peut paraître, à certains, paradoxal ou même « aberrant », c'est cependant notre propos. En effet les deux pratiques, la pratique syndicale et la pratique non violente (particulièrement celle qui s'exprime dans l'action de César Chavez menée en Californie), s'interpénètrent et doivent apporter l'un à l'autre des éléments enrichissants pour l'une et pour l'autre.

Le syndicalisme est avant tout, suivant l'expression du juriste Maxime Leroy « un empirisme qui n'a jamais été l'expression d'une doctrine ».

Le code du travail définit le syndicalisme par son objet, à savoir « l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles ». Dans ce sens, le syndicalisme est un outil, à la disposition d'un groupe professionnel quelconque, pour faire valoir ses intérêts. C'est alors une « institution » dont le rôle est de représentation et de défense. De la représentation d'un groupe social on passe à la représentation d'une classe sociale.

Le syndicalisme qui nous préoccupe est celui qui organise la classe ouvrière. Son objet est plus vaste, il est une force entre les mains des travailleurs. Il n'est une institution qu'aux yeux de ceux qui veulent le récupérer dans « le système ».

QU'EST-CE QUE LA CLASSE OUVRIÈRE ?

Notre propos n'est pas de donner une définition, toujours théorique, de la classe ouvrière. Dire que la classe ouvrière est la classe qui produit la plus-value ne signifie rien tant que la notion de plus-value n'a pas été cernée. La révolution scientifique et technique a sur ce point considérablement modifié le sens que lui donnait Karl Marx.

Par suite de l'intégration de la science, de l'activité de recherche et d'invention dans la production, une plus-value nouvelle est née, qui s'ajoute à celle que produit le travail productif. Les techniciens et chercheurs des bureaux d'études et de laboratoires de recherche font partie de ce « travailleur collectif », notion dont Marx avait déjà saisi l'importance et qui prend aujourd'hui, une importance nouvelle.

(1) Roger Garaudy, *L'Alternative*, p. 187.

(2) Roger Garaudy, Pour un modèle français du Socialisme.

(3) Dirigeant communiste italien et théoricien du marxisme (1891-1937).

Comme le note Roger Garaudy dans son livre « L'Alternative » : « La formation de la plus-value prend ainsi (du fait du problème nouveau que pose le rôle joué par l'innovation technique), une dimension nouvelle, une dimension politique : en greffant ses interventions sur un cycle de production

bouleversé par la mutation des forces productives, l'Etat contribue à la formation d'une plus-value nouvelle, notamment par la prise en charge des investissements scientifiques et techniques » (1).

Il est donc nécessaire d'élargir la perspective marxiste : La classe ouvrière prend un sens et un devenir nouveaux à cause de « La contradiction entre le progrès scientifique et technique, qui exige d'un nombre croissant de travailleurs, manuels et intellectuels le maximum d'initiative au niveau de leur activité professionnelle, et la logique néo-capitaliste de l'organisation de la société qui les exclut de toute « participation » réelle à la gestion de l'entreprise comme à celle de l'Etat » (2).

Dans son livre « la nouvelle classe ouvrière », Serge Mallet a bien montré les caractéristiques nouvelles de cette classe ouvrière qui supposent de nouvelles formes de luttes et un objectif plus global et plus contestataire.

Mais convient-il d'utiliser encore cette terminologie ? Il est certain que le syndicalisme regroupe dans les faits des hommes qui ne font pas partie de la classe ouvrière au sens strict, même au sens élargi.

La notion de « bloc historique des travailleurs » utilisée par Antonio Gramsci (3) et reprise par Roger Garaudy, paraît plus juste, en ce qu'elle englobe, à côté des ouvriers traditionnels, dont le nombre s'amenuise, les techniciens, les employés, les cadres et les intellectuels. Elle est certes moins évocatrice mais elle répond mieux à la réalité.

LE SYNDICALISME, EXPRESSION DE LA LUTTE DES CLASSES

Le syndicalisme peut être comparé à un levier. En ce sens, il est un instrument d'amélioration du sort des travailleurs, mais il est aussi un instrument de contestation de l'ordre établi. La « vocation première des syndicats » selon l'expression de Georges Séguy, c'est la lutte économique, le combat pour la satisfaction des revendications. C'est à la fois un combat de résistance, contre les atteintes aux conquêtes déjà acquises mais continuellement remises en cause par le pouvoir patronal, et un combat pour de nouvelles conquêtes.

— Dépense et amélioration du pouvoir d'achat des travailleurs. Sur ce point l'action pour les salaires est devenue

moins corporative ; il y a socialisation de la revendication, en ce sens qu'elle concerne tous les travailleurs : fixation du salaire minimum à 1 000 F.

— Exigence de la garantie de l'emploi : elle a pris récemment une acuité particulière avec l'action des travailleurs de Lip.

— Action pour la réduction de la durée du travail. Aussi ancienne que le syndicalisme, elle a pris un caractère particulier avec la revendication du « temps de vivre ».

— Lutte pour l'amélioration des conditions de travail : « Adapter le travail à l'homme et non l'homme à son travail ». Les grèves récentes des O.S. de chez Renault ont mis l'accent sur le caractère déshumanisant du travail à la chaîne et sur l'obligation, pour les travailleurs, de résister aux cadences que le pouvoir patronal voudrait imposer.

Par delà ces revendications traditionnelles, on entrevoit une revendication plus fondamentale, qui est celle de l'homme au travers du travailleur, et, qui vise à rompre la structure hiérarchique de la société, à abolir la forme monarchique de l'industrie française, à casser la discipline qui régit l'usine.

Sur ce plan, mai 1968 marque une date capitale dans les luttes de classes :

C'est la lutte contre le pouvoir patronal sur les cadences, pour leur contrôle par les travailleurs, comme cela a été obtenu par les ouvrières de chez Jaeger, à Caen, en octobre 1972.

C'est l'exigence de la participation syndicale à la décision, qu'il ne faut pas confondre avec la cogestion, refusée aussi bien par la C.G.T. que par la C.F.D.T.

Pour cela le syndicalisme doit se renforcer, s'organiser dans l'entreprise. D'où la revendication, posée par la C.F.D.T. et reprise par la C.G.T., de la section syndicale d'entreprise. La loi du 27 décembre 1968 a fait un premier pas dans ce sens. Le document d'orientation, voté en mai 1970 par le 35^e Congrès de la C.F.D.T. : « Perspective et Stratégie » définit bien ce qu'est la revendication :

« La revendication relève d'un acte de classe qui tend à exprimer la position syndicale sur tous les problèmes concernant les travailleurs dans et hors de l'entreprise ».

Depuis l'origine, le syndicalisme se veut contestataire de l'ordre établi.

Victor Griffuelhes, secrétaire de la C.G.T. de 1902 à 1909 a pu écrire dans son livre « Syndicalisme révolutionnaire » : « Contre toutes les forces de l'Etat, contre les corruptions politiciennes, contre l'exploitation capitaliste, le syndicalisme convie les travailleurs à la lutte, les appelle à l'action et se montre comme la puissance capable de régénérer le monde ». La charte d'Amiens (1906) qui demeure encore la charte du syndicalisme à la C.G.T. et à F.O. affirmait : « Il (le syndicalisme) prépare l'émancipation intégrale qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste ».

Dans le document d'orientation, « Perspectives et Stratégie », déjà cité, la C.F.D.T. fixe à la lutte syndicale « comme objectif fondamental de substituer à la société capitaliste et technocratique une société socialiste et démocratique ».

Comme corollaire à la contestation du « système », le syn-

dicalisme C.F.D.T. a posé le premier le problème des rapports d'autorité dans l'entreprise. Ce n'est plus seulement les rapports sociaux inhérents au système capitaliste qui sont contestés, après avoir été mis en lumière, c'est plus précisément le pouvoir hiérarchique, le pouvoir patronal dans l'entreprise qui sont mis en cause.

Cette nouvelle manière, plus concrète, d'aborder la critique du système économique et politique correspond mieux à l'expérience qu'en a le travailleur. Elle a permis de faire progresser la prise de conscience de classe.

Elle s'est traduite dans des actions localisées, mais qui ont permis à la lutte de s'enrichir. Ainsi à Saint-Dié, dans les Vosges, les ouvriers des établissements Duceux menacés de licenciements, comme ceux de Lip à la suite du dépôt du bilan, ont pris leurs propres affaires en main, avec cette fois l'aide du Syndic, après avoir expulsé l'ancienne direction. Ici, comme à Lip, « les salariés ont pris conscience qu'ils pouvaient travailler et s'organiser sans chef. Ils préfèrent cette action à une grève traditionnelle dont ils ne voyaient guère l'aboutissement » suivant les propos du délégué C.F.D.T., cités dans le journal « Le Monde » du 12 septembre 1973.

« La nécessité d'une transformation fondamentale de la société est inscrite dans les faits », constate la C.G.T., en 1970, dans ses thèmes de réflexion sur les perspectives du socialisme pour la France et le rôle des syndicats.

LES FORMES D'ACTION

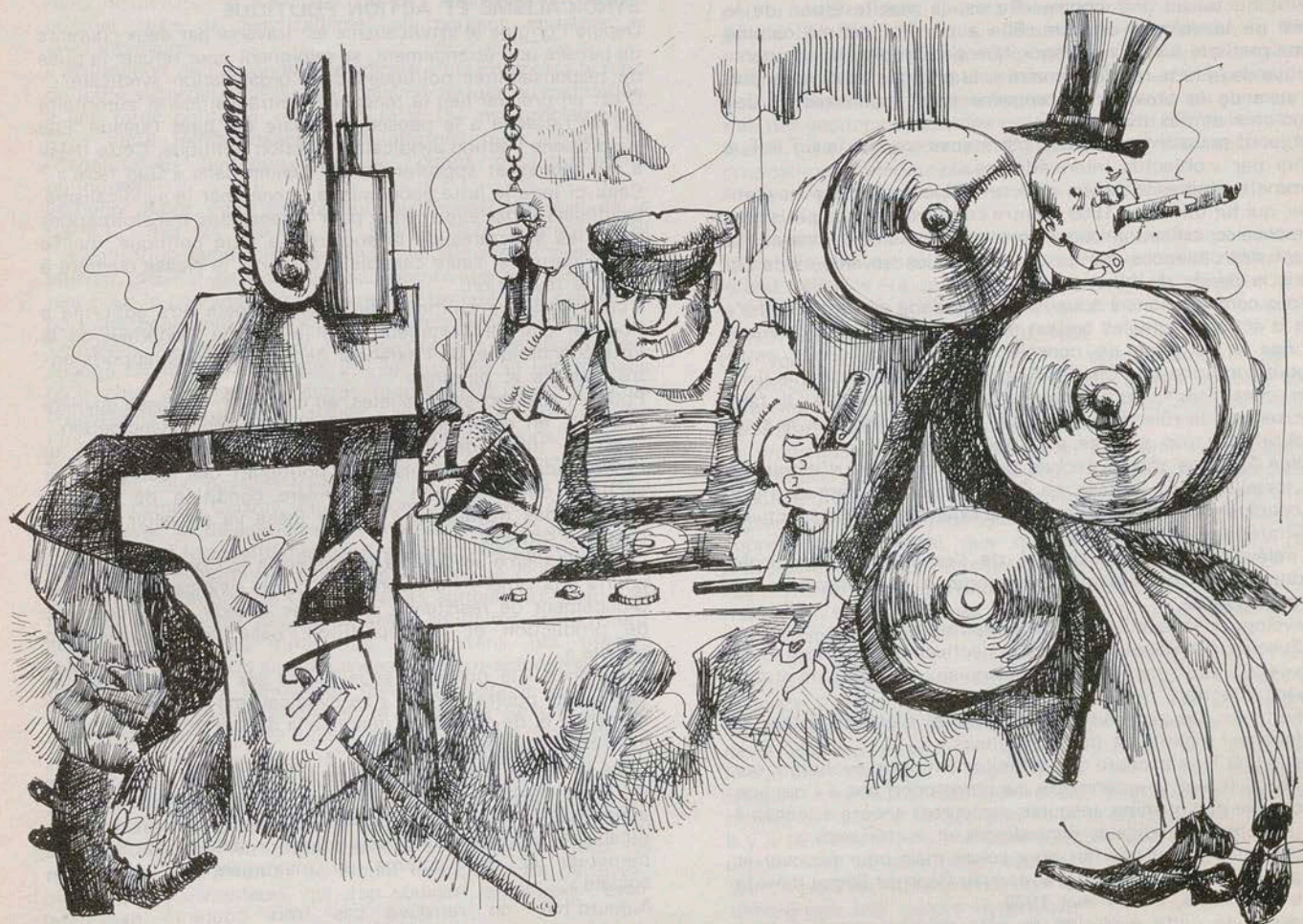
Le syndicalisme « préconise comme moyen d'action, la grève générale » (charte d'Amiens). En fait la classe ouvrière a toujours fait la preuve de son imagination, en matière de moyens d'action. La grève générale, elle, a été préconisée comme moyen pour détruire définitivement le capitalisme. Elle procède de l'intuition que **le système économique ne peut se maintenir que grâce à la collaboration des exploités**. Mais on ne tient pas compte alors de la nécessaire « conscience de classe » et de son corollaire ; la conscience que les travailleurs doivent avoir de leur force ; ce sont des préalables indispensables à la lutte.

L'histoire du mouvement ouvrier est marquée par trois grèves générales d'importance : la grève de 1920, pour obtenir la nationalisation des chemins de fer, qui fut un échec.

— La grève de 1936 qui au contraire fut un succès mais limité au seul plan revendicatif.

— La grève de Mai 1968 qui, à certains moments, présenta un caractère nettement révolutionnaire, mais qui fut récupérée par un pouvoir syndical, représenté surtout par la C.G.T.

En dehors de ces trois moments de l'histoire de la lutte des classes, le rôle de la grève a évolué. A l'origine, c'était un moyen pour obtenir satisfaction directement. C'est devenu, avec les grèves de 24 h., un procédé employé pour attirer l'attention des pouvoirs publics. Depuis 1968 les grèves ont pris un caractère plus radical, notamment dans les entreprises. C'est la « grève discussion, appuyée sur l'occupation », c'est-à-dire l'occupation de l'usine par les travailleurs, la grève



Ouvrier ayant lu **ALTERNATIVES NON VIOLENTES** et cherchant une nouvelle forme de révolution (non violente ?) passant par le contrôle de son outil de travail. . . (voir page 29)

étant menée par la masse des ouvriers, en Assemblées générales, et non plus par la section syndicale seule. L'action directe fait partie de la spécificité de la stratégie syndicale. Elle ne répudie pas la violence mais ne l'implique pas nécessairement.

Elle n'accepte pas toutes les formes de violence et il y a bien longtemps qu'elle a abandonné le sabotage volontaire de l'outil de travail. Par contre elle est la manifestation de la force de la volonté ouvrière. Elle a pu être définie comme « une pratique à valeur pédagogique s'inscrivant dans la perspective de la lutte révolutionnaire », la pratique étant entendue au sens de la praxis « qui entraîne une transformation des structures et des mentalités ».

L'objectif poursuivi est atteint par étapes, ce que la C.F.D.T. a défini par « objectifs intermédiaires ».

Comme exemples d'action directe on peut citer : le boycott, qui fut utilisé en 1909, contre certains journaux parisiens, la mauvaise exécution consciente et volontaire du travail, la baisse des cadences, qui fut utilisée par les travailleurs de Lip avant le dépôt du bilan.

« Nous commençons à nous apercevoir de la nécessité de formes d'action originales collant mieux avec la réalité de l'entreprise et la prise de conscience des travailleurs » cette double condition que Charles Piaget fait ressortir dans le livre paru chez Stock, sur l'affaire Lip, est essentielle. Il faut préciser que le rôle directeur joué, jusqu'en 1968, par le syndicat, n'était pas propice à sa réalisation.

Depuis 1968 ce rôle a évolué, pour rendre plus d'initiatives aux travailleurs de la base. La C.F.D.T., pour sa part en a tiré les conclusions. Dans le document d'orientation « Perspectives et Stratégie » on peut lire :

« Il relève de la responsabilité de l'organisation syndicale d'adopter une attitude plus pédagogique que directive ».

Ce qui suppose :

« Développer la qualité de l'information à la base.

— Susciter des débats pour que collectivement les travailleurs discutent à partir de l'expérience acquise, des objectifs et des moyens d'action.

— Formuler des propositions susceptibles d'être discutées et de favoriser l'initiative des travailleurs ».

Mais la C.G.T. n'accepte que difficilement cette évolution, qui d'ailleurs, il faut le reconnaître, ne correspond pas à l'opinion majoritaire des ouvriers, lesquels demeurent encore attachés à des structures syndicales centralisées et autoritaires.

« Le Syndicat n'est pas fait pour suivre mais pour éduquer et diriger, sinon il se disqualifie », écrivait Georges Séguy dans la « Vie Ouvrière », du 24 mai 1972.

Par suite de cette évolution du rôle de l'organisation syndicale, on assiste depuis deux ou trois ans à l'apparition de nouvelles formes de lutte syndicale, notamment dans les secteurs où la C.F.D.T. est majoritaire.

Ce fut, en avril-mai 1972 la grève du Joint français. Et l'année 1973 a vu naître des conflits exemplaires : Lip, Péchiney-Noguères et Cerizay.

M. Dreau, délégué C.F.D.T. à Péchiney-Noguères, pouvait dire : « Jusqu'à présent la base s'est sentie trompée par ses représentants, estimant qu'on n'allait pas au maximum du possible. Cette fois elle a pris son destin en main. C'est elle, la base, qui a élaboré les revendications, proposé la grève et qui aujourd'hui la conduit » (propos cités par Le Monde du 10 juillet 1973).

SYNDICALISME ET ACTION POLITIQUE

Depuis l'origine le syndicalisme est traversé par deux courants de pensée qui, étrangement, se rejoignent pour refuser la prise de responsabilités politiques par l'organisation syndicale.

C'est en premier lieu la tendance centralisatrice et autoritaire qui se rattache à la pensée socialiste de Jules Guesde. Elle subordonne l'action syndicale à l'action politique. Cette thèse a été reprise et approfondie par Lénine dans « Que faire ? » Celui-ci juge la lutte économique, menée par le syndicalisme, insuffisante, par elle-même, pour amener des transformations dans les structures de la société. La lutte politique, menée par le parti, est seule capable d'entraîner la classe ouvrière à faire la révolution.

« La conscience politique de classe ne peut être apportée à l'ouvrier que de l'extérieur, c'est-à-dire de l'extérieur de la lutte économique, de l'extérieur de la sphère des rapports entre ouvriers et patrons ».

Pour les anarcho-syndicalistes, au contraire, la classe ouvrière possède, en elle-même, l'instrument de son émancipation.

C'est la thèse de Bakounine, pour qui « l'autonomie et l'indépendance (vis-à-vis de la politique) des fédérations et sections ouvrières sont la première condition de l'émancipation des travailleurs » ; cette thèse va prévaloir dans la charte d'Amiens.

Le syndicalisme se suffit à lui-même et le Congrès d'Amiens pourra proclamer : « ...Il considère que le syndicat, aujourd'hui groupement de résistance, sera dans l'avenir le groupement de production et de répartition, base de réorganisation sociale »...

Il dénonce « la politique sous toutes ses formes » et Victor Griffuelhes pourra écrire : « Le syndicalisme est une doctrine d'énergie et de combat, il dénonce le danger et la stérilité des institutions gouvernementales »...

Dans le même temps, au sein de la C.G.T. avec la Fédération du Livre, et, hors de la C.G.T. avec le syndicalisme chrétien, apparaissait un courant réformiste qui définissait le syndicalisme « comme une institution organique qui doit se perpétuer et non comme un instrument de démolition sociale ».

Aujourd'hui, on retrouve ces trois courants dans les organisations syndicales actuelles, particulièrement à l'intérieur de la C.G.T., malgré la prédominance du courant communiste, issu de la tendance centralisatrice et autoritaire. « C'est aux partis politiques qui se fixent pour but le socialisme, qu'incombent les responsabilités essentielles.

En tant qu'organisation de masse regroupant largement des travailleurs ayant des conceptions diverses, la C.G.T. n'entend

(4) Lénine, Que faire, Seuil, Coll. Politique, p. 135.

pas se substituer à ces partis et ne se fixe pas pour tâche de répondre à tous les problèmes qui se posent en vue du socialisme » (Thèmes de réflexion sur les perspectives du Socialisme pour la France et le rôle des Syndicats, 1971). Avec la C.F.D.T., en revanche, on voit apparaître un courant original dans le syndicalisme, un courant novateur et révolutionnaire.

L'affirmation de l'autonomie syndicale « qui comporte le refus de toute subordination du syndicalisme, avouée ou camouflée, à une force politique, parti ou Etat » (5) est proclamée. Mais cette indépendance n'est affirmée qu'à l'égard de l'organisation politique, non à l'égard des problèmes politiques.

Edmond Maire, dans son rapport au Conseil National de la C.F.D.T., des 24, 25 et 26 janvier 1974 déclare : « Si l'organisation syndicale n'entend pas elle-même exercer le pouvoir, devenir gestionnaire, sa contribution est essentielle, tant pour la conquête de l'appareil d'Etat que pour celles des pouvoirs économiques, sociaux, culturels et idéologiques... ». Toutefois, si le syndicalisme ouvrier est nécessairement engagé sur le plan politique, il n'est pas seul et les relations qu'il peut avoir avec d'autres mouvements, avec d'autres organisations, doivent se définir « en termes d'alliance » dès l'instant où les objectifs politiques sont communs.

C'est ainsi qu'un rapprochement a pu être réalisé avec le syndicalisme des paysans-travailleurs, à l'occasion d'actions locales, comme Cerizay, ou d'actions nationales, comme au Lorzac avec la délégation des travailleurs de Lip.

A travers des luttes différentes, il y a une prise de conscience nette d'une exploitation commune, comme le constatait cet agriculteur à propos de Cerizay : « Les agriculteurs (petits et moyens exploitants) doivent se sentir solidaires des ouvriers, surtout en milieu rural. Ils supportent les mêmes inégalités, les mêmes conséquences de la croissance : pour les uns, les cadences, l'esclavage quotidien jusqu'à la retraite ; pour les autres, l'endettement, la nécessité de produire et d'investir pour produire plus encore » (propos cités par le journal « Le Monde » des 16 et 17 septembre 1973).

SYNDICALISME ET CONSCIENCE DE CLASSES

Le syndicalisme ne se contente pas de dénoncer l'exploitation dont est victime la classe ouvrière et avec elle, tous les travailleurs. Il a mission de rendre conscients de cette exploitation les travailleurs, qui trop souvent la subissent avec fatalisme.

Dans le même temps où il réveille l'agressivité des travailleurs, en les rendant conscients de l'oppression, le syndicalisme leur offre une alternative au sentiment d'impuissance qui s'abat sur eux et qui les incite à la résignation. Cette alternative, c'est l'action collective.

(5) Perspectives et Stratégie, C.F.D.T., Seuil, Coll. Politique, n° 43.

(6) J.-M. Muller, Signification de la non violence.

« On ne dira jamais assez à quel point, lorsque l'on annonce dans une entreprise qu'un coup important se prépare sur l'emploi, les travailleurs baissent les bras. Cela paraît une calamité tellement grosse devant nous qu'on ne voit pas comment on pourra réagir », écrit Charles Piaget dans le passage du livre sur Lip (Ed. Stock) intitulé « Une marche d'escalier », (p. 26). Il ajoute plus loin, page 31, sur le rôle de l'organisation syndicale : « Le rôle des sections syndicales a été primordial. Tout d'abord dans le démarrage de la prise de conscience. Le rôle des sections syndicales est donc un rôle d'impulsion constante mais aussi d'acceptation du débat, d'acceptation de propositions extérieures ».

N'est-ce pas là en définitive la première démarche de toute action non violente ?

« Prenons l'exemple de Martin Luther King : en ce qui concerne le peuple noir des Etats-Unis, son premier travail et son plus grand travail, a été de réveiller l'agressivité du peuple noir qui s'était résigné à son sort d'esclave ». (6)

SYNDICALISME ET NON VIOLENCE

Les voies suivies, ensuite, par le syndicalisme et par le dynamisme non violent, divergent mais sans s'opposer fondamentalement. Sur de nombreux points les actions menées par l'une et par l'autre se recoupent.

Le syndicalisme ne peut trouver en lui-même (sinon par la constitution d'un pouvoir syndical, structuré, aliénant toute initiative divergente, et donc non libérateur) les moyens d'endiguer la révolte que provoque la conscience d'être victime de l'oppression. D'autant que dans toute lutte, il y a des provocations et des répressions.

Les actes de violence deviennent inévitables si aucune « contrainte » n'est exercée sur les travailleurs pour les amener à une discipline de lutte indispensable.

L'attitude de la C.G.T. vis-à-vis des éléments de « l'ultra gauche » trouve ici son explication. Elle a raison lorsqu'elle dénonce l'irresponsabilité de certaines formes de violence dont le seul résultat est une répression encore plus brutale et désormais approuvée par l'opinion publique. Mais elle a tort lorsqu'elle privilégie l'organisation, en toutes occasions, refusant à la masse des travailleurs, syndiqués et non syndiqués, le droit à la décision et à la direction de l'action. Il y a là l'embryon d'une contradiction que la C.F.D.T. tente depuis 1968 de surmonter, non sans hésitations et reculs.

Sur ce plan les mouvements non violents peuvent apporter un témoignage leur propre dynamique.

L'action de César Chavez est significative : il commence, pendant plusieurs années, par un travail de « conscientisation » et d'organisation des travailleurs, les chicanos ; Puis, très conscient des risques de violence, d'autant que la répression s'abattait sur le mouvement, il a jeûné pendant 25 jours non

pas pour que les propriétaires cèdent à ses exigences, mais pour que les ouvriers eux-mêmes acceptent de s'en tenir aux principes de l'action non violente (7), ce qui a permis à l'action de grève et de boycott du raisin de durer cinq ans et de réussir.

Le syndicalisme n'a tenté que depuis peu de faire l'analyse des situations d'injustice inhérentes au système capitaliste. Jusqu'à une date récente, en fait jusqu'en 1968, le syndicalisme (plus particulièrement la C.G.T.) condamne le capitalisme en tant que régime fondé sur la propriété privée des moyens de production. L'analyse marxiste, en tant qu'analyse économique, lui a servi de base. La C.F.D.T. ne reprend cette condamnation qu'en 1964, dans l'article 1^{er} de ses statuts, se référant pour la justifier à un certain nombre d'exigences, contenues dans le préambule, qui ont trait aux droits des travailleurs et à ceux de la personne humaine.

Depuis 1968, par contre, les situations d'injustice sont analysées, à partir de l'expérience des travailleurs, non plus à partir d'une doctrine.

Dans le document d'orientation adopté à l'issue de la discussion du rapport « Perspectives et Stratégie », déjà cité, présenté par André Jeanson au 35^e Congrès de la C.F.D.T. « la C.F.D.T. constate que la société néo-capitaliste actuelle se développe selon la loi du profit, engendre un modèle de civilisation aliénant pour les êtres humains car elle tend à les réduire au rang d'objets manipulables dans le travail et la vie sociale par les couches dominantes bénéficiaires de cette société ».

Une analyse des situations d'injustice suit ce constat. Elle est importante en ce qu'elle présente une vue relativement nouvelle sur les structures économiques, politiques et sociales, tout en utilisant d'ailleurs la méthode d'analyse de Marx, mais en actualisant les concepts et le contenu de l'analyse.

Cette analyse qui précède les perspectives fixées à la lutte de classe, et la stratégie de la lutte, démonte les mécanismes de la « violence institutionnalisée », sans que ce terme soit utilisé.

Les mouvements non violents devraient pouvoir la prolonger par la **dénonciation de l'idéologie dominante qui tente de justifier ces situations d'injustice**. La violence culturelle est partie intégrante de la violence institutionnalisée, elle est le support de la violence économique et politique.

Replacé dans ce contexte, le combat contre la militarisation du régime prend tout son sens. Il n'est pas isolé, il est engagé, solidaire du combat global contre le régime.

On l'a bien senti, les 25 et 26 août 1973, avec les 50 000 manifestants venus de tous les coins de France pour exprimer leur solidarité avec les 103 paysans du Larzac.

La prise de conscience de l'existence de deux blocs sociaux antagonistes, engagés dans un affrontement dont l'homme doit être l'unique vainqueur, est essentielle. Le

mouvement non violent ne peut pas prendre de positions ambiguës sur ce point. Il en va de la crédibilité de sa démarche auprès des travailleurs.

Cette prise de conscience, qui est l'intuition de l'antagonisme fondamental entre « le bloc historique des travailleurs » et la minorité capitaliste, ne doit pas nous cacher la réalité de plusieurs classes et catégories sociales. Elle ne peut être un prétexte pour nier les contradictions entre ces classes et catégories sociales, non plus que les divergences au sein de la classe ouvrière.

Elle est indispensable, cependant, pour que l'histoire humaine franchisse une nouvelle étape.

« Les gens qui ont peur, seront avec nous si nous restons forts » pourrait-on lire, sur les murs du gymnase Jean Zay, à Besançon, écrit par un travailleur de Lip.

C'est là que le choix des moyens est capital. Le syndicalisme en a toujours eu l'intuition, mais il n'a pu la formuler en termes de non violence parce que l'analyse de la violence n'avait pas été faite.

Il semble qu'une certaine réflexion l'oriente dans ce sens. A lire Edmond Maire dans son rapport général au Congrès de Nantes, tenu du 30 mai au 3 juin 1973, on pourrait l'espérer : « L'action violente ne se juge pas en soi : elle se juge par rapport aux conditions imposées par l'adversaire et par rapport à un projet global. Or, notre projet n'est pas la prise du pouvoir par une minorité dans la violence... »

Nous désapprouvons les violences sur les personnes ; de même nous désapprouvons les détériorations de matériel et le sabotage de l'outil de travail.

Notre position dans ces cas (séquestration...) n'est pas de cautionner aveuglément tout geste de violence...

C'est en agissant sur les causes que l'on travaille efficacement à éviter le renouvellement de telles actions. Il nous faut à la fois :

Comprendre et expliquer à l'opinion les raisons qui ont amené ce comportement : conditions de vie et de travail, rapports hiérarchiques, autoritaires et aliénants, etc.

Discuter avec les travailleurs du but recherché, des conséquences prévisibles de l'action menée et des possibilités d'obtenir satisfaction à leurs revendications **par des moyens qui ne risquent pas d'opposer les salariés entre eux, ni d'attaquer les personnes au lieu du système**.

Qu'on ne se y trompe pas cependant, cette réflexion ne sera prolongée vers une conclusion conforme à la non violence que si notre pratique non violente répond à l'espoir des travailleurs. Ils subissent, depuis trop longtemps, la violence de l'exploitation capitaliste, au nom d'une idéologie dite libérale, pour ne pas se méfier des « bonnes paroles ».

Ils jugeront aux actes, non à notre bonne volonté.

Maurice DEBRACH
ancien syndicaliste

(7) id.

LE COMBAT DES LIP

Il y a bien longtemps qu'un conflit social n'avait constitué une aussi belle aubaine pour les faiseurs d'analyses et les augures de tout poil. Une vingtaine de livres prévus sur la question. A partir de quel matériel ? Moi qui voyage beaucoup, j'entends affirmer les choses les plus extravagantes pour qui a vécu les choses d'un peu près. Ici un lyrisme enthousiaste jusqu'à l'impudique. Là le mépris, le silence ou divers mensonges.

Je n'aimerais pas ajouter mon propre roman à la liste déjà longue, ni récupérer la lutte des Lip dans mon système personnel. Que ceci soit bien net. Je ne pars pas d'une analyse de principes, fussent-ils ceux de la non violence, mais du compagnonnage avec les Lip, des faits vécus et discutés ensemble.

Je regarde cette portion d'histoire sous un certain angle, en la rapprochant parfois d'autres, de ces grands conflits que nous avons appelés « non violents ». Pour moi une chose est sûre : Lip n'est pas un prototype de lutte non violente. Mais il y a des choses étonnantes. Si ce sont des germes, ils sont de taille !

UNE LONGUE HISTOIRE

Lip n'est pas un cas de génération spontanée. C'est un moment d'une longue histoire, et qui n'est pas finie. Une lutte syndicale depuis vingt ans. Des militants chevronnés. Beaucoup de jeunes qui ont énormément appris à leur contact, et qui ont posé et posent en retour nombre de questions à l'action syndicale... Soit une grande richesse et capacité de renouvellement, impliquant une certaine ambiance, et surtout une orientation profonde.

Je peux affirmer qu'à Lip on a toujours cherché à élever la lutte au niveau d'une certaine qualité. C'est-à-dire que la transformation des mentalités a toujours été un but au moins aussi important que la satisfaction des revendications immédiates. Cette transformation ne s'opère pas à partir de principes. Les travailleurs de Lip n'ont jamais théorisé sur la lutte des classes, car elle

n'est pas un principe. C'est la lutte vécue qui a permis aux gens de comprendre et de progresser. Une grève importante en 1971, beaucoup d'autres avant, la plupart sur la question de l'emploi, car le Fred licenciait souvent, selon sa fantaisie. Une élévation de la conscience, au travers des luttes vécues, analysées ensemble. Ça me fait

penser à Martin Luther King, expliquant combien les premiers conflits des Noirs ont été déterminants pour permettre les grands conflits qui ont suivi. Retrouvons donc les caractéristiques de la lutte chez Lip depuis longtemps :

- 1) La transformation des mentalités. A distinguer de l'endoctrinement : c'est au travers de la lutte, et dans un dialogue permanent, qu'elle s'opère.
- 2) Le refus (ou dépassement) du corporatisme. Corollaire du premier point. C'est-à-dire que les revendications concrètes et ponctuelles, légitimes certes, sont toujours promues de façon à permettre aux gens de progresser.
- 3) La revendication de formation. Primordiale, et manifeste à tout moment.
- 4) La popularisation. Aspect complémentaire des précédents, et des plus importants : « Nous ne gagnerons pas le conflit tout seuls ». C'est-à-dire qu'il nous faut montrer, expliquer aux autres que ce que l'on fait n'est pas **mal**. Ce rayonnement, et la qualité de la lutte, ont toujours été les traits dominants des Lip. Une action à long terme, patiente et efficace quant au progrès des mentalités...

LA FORCE DU NOMBRE

Ce dernier aspect, la popularisation, demande un plus ample développement, surtout dans une perspective non violente, car c'est là la pierre angulaire de toute stratégie non violente, et les Lip en ont eu un constant souci. Reprenons l'histoire du conflit en 1973 :

Dès le début, refus de discuter en cercle restreint. L'usine et « portes ouvertes » dès mai-juin. On constitue des commissions dont l'animateur change chaque jour. On prend des décisions en Assemblée générale. Tout est exposé, discuté en petits groupes qui renvoient au grand. L'enregistrement de l'Assemblée générale du 18 juin, dont quelques extraits se trouvent sur le disque « Lip, un combat, un espoir »*, montre particulièrement bien comment a fonctionné la prise de décision, dans un apprentissage de la démocratie directe : le grand nombre décide, il découvre sa force, et de là ses moyens d'action. Il est capable d'inventer, ce qui est le contraire d'un conflit de commandos, d'élites, face à d'autres commandos. Le contraire d'un conflit où un petit nombre dirigiste est suivi par des troupes ignorantes et disciplinées.

Dès avril, les Lip font des sit-ins dans les rues de Besançon, aux carrefours, en expliquant aux gens leur lutte, et en les interrogeant : « Si ça vous arrivait, à vous » ?

Un type de manif assez éloigné du type « enterrement » avec quelque chose de théâtral, des affiches un peu originales, un certain humour, ça frappe les gens. « C'est digne »... « C'est du solide ».

Le journal « Lip-Unité », diffusé dans toute la France, est écrit dans un langage rigoureusement compréhensible par le grand nombre. Mais impossible de truquer l'information : « Lip-Unité » passe chaque jour dans toutes les commissions, où il est discuté et critiqué.

« Popularisation », ça veut dire qu'il faut toucher la masse populaire là où elle est. Pendant tout l'été, les fêtes et les manifestations populaires ont leur stand « Lip » : information-photos, discussions... Une caravane suit le Tour de France. Une autre fait la tournée des plages... La Télé ne peut éviter d'en parler.

« Popularisation », ça veut dire : trois heures après l'invasion par les gardes mobiles, 6 000 personnes devant l'usine. Ça veut dire : près de cent mille personnes à la marche sur Besançon.

Nous pouvons récapituler en deux points cet exercice de la prise de conscience de la force du nombre :

— A l'intérieur, démocratie directe, autogestion de la lutte : assemblée générale souveraine, commissions avec rotation des tâches, des responsabilités et du pouvoir ; présence du Comité d'Action, dont l'existence reconnue est une garantie capitale de démocratie, les deux syndicats C.F.D.T. et C.G.T. ne pouvant faire leur cuisine entre eux, et les non-syndiqués ayant voix au chapitre autant que les syndiqués.

— Avec l'extérieur : popularisation, autrement dit information et explication partout et constamment, en utilisant **des moyens signifiants** pour les gens. Des appels concrets à la solidarité, qui outre leur utilité propre, permettent de mesurer le soutien, la solidarité. Quantitativement : combien de gens sont d'accord ? Qualitativement : jusqu'où peuvent-ils aller dans leur soutien ? Cet aspect va se trouver précisé dans notre troisième point :

L'ILLEGALITE JOYEUSE

La découverte de la force du nombre rend possible l'action illégale. « Le Télégramme Economique » signalait en juillet, avec surprise et inquiétude, que des gens qui votent à droite, soutenaient les Lip, étaient d'accord. La prise de conscience conjointe de l'injustice et de la force du nombre fait éclater le couple légalité-légitimité. **L'illégalité est légitime.** Les moyens d'action illégaux sont légitimes parce qu'ils rétablissent la justice. Nous retrouvons le concept d'auto-défense. En fabriquant et en vendant, les ouvriers mettent en évidence le fait que la minorité au pouvoir attendait l'été pour licencier et démanteler, alors que partout on jurait le contraire. Ils transgressent la loi collectivement et calmement. Mais reprenons l'historique :

Mi-juin, séquestration des administrateurs : illégal. On découvre sur eux des papiers qui **prouvent** leurs intentions de démantèlement, alors que le matin même, le préfet affirmait qu'il n'en serait rien. Grande manifestation : 15 000 personnes. « Rien de tel depuis la Libération » !, dira le maire. Ville morte pendant la manif, concert de cloches, soit une émotion importante au niveau de la population. Suit une nuit de réflexion,

pour savoir comment on va continuer. Mise à l'abri d'une partie du stock de montres. Le 18 juin, proposition à l'Assemblée générale, qui après discussion en sous-groupes aussi longtemps que nécessaire, décide la remise en route de la fabrication et de la vente des montres, « **pour nous payer** », avec blocage de la T.V.A. et autres mesures adaptées à la continuation du combat.

Progressivement, on avance dans l'illégalité, en analysant toujours au fur et à mesure le soutien effectif dont on dispose, et si les actions envisagées sont de **nature à mobiliser les gens**.

Cette démarche se retrouve chez tous les grands leaders non violents : le grand nombre se reconnaît dans la fin et dans les moyens. Ce qui est sans doute le principal critère d'une stratégie non violente. Je voudrais signaler à ce propos l'insignifiance des actes illégaux individuels, et de la religiosité qui les engendre parfois. Les principes philosophiques de la non violence, la haute morale nécessaire, l'ascèse personnelle... c'est beau. Ça peut aussi rester un esthétisme. Mais le creuset de l'action non violente qui rassemble les masses, c'est la lutte des classes. Référez-vous à Gandhi, à Martin Luther King, à Danilo Dolci, à César Chavez, à René Cruse... et pour la précision de l'énoncé, on peut relire de temps en temps Henri-David Thoreau.

Contrairement à ce qu'affirmait Vincent Laure dans le dernier numéro d'« Alternatives » (son article constitue à mon avis un tissu de sophismes !), la lutte des classes est profondément et clairement inscrite dans la non violence. Il n'a jamais été question de l'éluder. Il s'agit de désobéissance collective, non de pureté individuelle. En enfreignant la loi, les Lip ont pris conscience de leurs responsabilités, de leur pouvoir. Les locaux ont toujours été tenus propres, la gestion s'est montrée remarquable, la fabrication et la vente sont restées indiscutables. Il y a toujours eu un souci permanent de qualité. On n'a pas fait du « folklore ». Et pourtant, l'accueil donné est chaleureux, on rit beaucoup, on vient par plaisir...

La fête est inscrite au cœur même des moments les plus durs ; elle est cause et effet de la solidarité.

Un exemple : pendant les fêtes du 15 août, spectacle en plein air à côté du gymnase Jean Zay. Deux mille personnes. Un public truffé de flics et de provocateurs. Au

bout d'une heure de spectacle, coupure totale du courant — certainement pas fortuite — sur le groupe scolaire. Plus de son, plus de lumière. On réentend les grenades qui crépitent à deux cents mètres. Des gens de l'immeuble à côté allument à leur fenêtre une lampe à quartz assez puissante, et nous donnent leur courant. Un Lip monte sur le plateau, rassure les gens, chante des airs du pays et des vieux trucs de Bourvil que tout le monde reprend en cœur. C'est marrant, inattendu et piquant. En dix minutes, le courant est rétabli. On n'entend plus les grenades. « Les deux fêtes », comme ils disent, ne se sont pas rejointes !

La fête est communicative. Elle « met dans le coup ». Ces gens restés à leur fenêtre ont sauvé la soirée, comme ça, tout bêtement. Ça allait de soi. La fête, c'est déjà l'usine ouverte, l'accueil, les soirées-détentes, les affiches pleines d'imagination, le studio-crédation, les manifs jamais tristes, parfois des germes de théâtre-tracts, toujours une verve et un humour étonnant.

Il faut noter aussi l'importance des repas, pris ensemble à la cantine. De la veillée de Noël, passée ensemble aussi autour de plats de réveillon.

Le 14 janvier, 1 200 personnes attendaient rassemblées les résultats de la dernière rencontre syndicats-Charbonnel. Dans une ambiance de sérénité, témoignant d'une grande profondeur. Ils ont tenu leur usine propre, eux-mêmes étaient propres et beaux. Les femmes avaient quelque chose de rayonnant...

On n'a pas envie de les plaindre, mais de marcher avec eux. Surtout lorsqu'au cœur de l'hiver ils vont en cortège demander aux C.R.S. de faction aux abords de l'usine s'ils n'ont pas froid ! Lorsqu'ils offrent au « médiateur » Giraud une paire d'œillères ! Lorsqu'ils « démantèlent » symboliquement la future usine de la rue Violet, et envoient une tuile à Mesmer ! L'humour, l'imagination au pouvoir, c'est fondamental aussi dans la non violence.

ILS NE POUVAIENT PAS ECHOUER

Ayant choisi des moyens d'action qui **rassemblent** la masse, ils ont refusé jusqu'au dernier moment les actions de commandos, comme par exemple faire sauter l'usine

de la rue Violet, ce qui aurait pu sembler opportun en décembre. Par souci de l'impact. Le vrai problème en janvier était leur isolement. Il fallait regagner l'opinion publique au moment où on touchait au but. La France se persuadait que les Lip avaient tout perdu : elle vit qu'ils n'avaient pas perdu le rire.

Aujourd'hui, on veut nous faire douter du résultat. Mais que voulaient les Lip, et qu'ont-ils obtenu ? Pouvoir tourner la page avec un compromis honorable qui ne trahisse pas l'espoir de tous ceux qui ont apporté leur soutien, et permettre une suite. Or c'est loin d'être fini. Ils n'ont pas été convaincus d'erreur, tant s'en faut ! **Ils ne pouvaient pas échouer**, parce qu'ils se sentaient mandatés, représentatifs d'un espoir énorme. Il ne faut pas l'oublier, car ce fut un élément déterminant dans toutes leurs décisions. Loin des « jusqu'au-boutistes individualistes » qui se brûlent seuls pour être conformes à leurs idées, ils sont allés jusqu'où il fallait aller, avec le souci constant d'être compris et suivis.

Je n'ai pas parlé des appareils, politiques et syndicaux, facteurs de bloquages, freinages, peurs et pressions multiples sur les responsables. Ce n'est pas à moi d'en faire le procès. Les Lip ont su refuser la stratégie d'antichambre. « Que décide l'Assemblée générale » ! Je préfère ce style de réponse, en actes, aux parlottes.

A ce sujet, je voudrais régler son compte à une erreur qui procède justement d'une théorisation en l'air, sans rapport avec la pratique dont elle prétend rendre compte :

POURQUOI UN SECTEUR ARMEMENT ?

Certains non violents, particulièrement absents des lieux du conflit, ont fait la fine bouche. J'ai entendu des condamnations sans appel et évoquer l'insuffisance du niveau de conscience !

Bon. Mais le sujet a été évoqué dès le mois de mai. En juin, après débat, il a été décidé de s'en tenir au mot d'ordre de l'emploi. Parce qu'il réunit tout le personnel, au niveau où il en est qu'il réunit les organisations syndicales. La reconversion était un deuxième, beaucoup plus exigeant, impliquant une autre organisation de la société. Et qui, en juin 1973, parmi les

organisations syndicales, politiques, **non violentes**, était prêt à aider les Lip à faire le passage ?

Le seul mot d'ordre qu'ils pouvaient mener au bout était l'emploi. Quand on parle de reconversion, c'est presque la révolution. Il est à noter combien de groupes non violents ont été absents, alors que la question était posée, et qu'on était disposé à l'approfondir. Il y a eu des sessions de formation à l'action non violente au cours de l'été. Les pelouses de Lip auraient pu fournir un cadre convenable ! Et cette solution avait le mérite de faire porter la réflexion directement dans l'action... Dommage. On peut se demander aussi pourquoi la conjugaison Lip-Larzac n'est pas allée plus loin...

Voilà. Le second acte du conflit Lip est maintenant entamé. Tout porte à croire qu'il tiendra les promesses du premier. Il me semble avoir fait le tour des principaux éléments intéressants dans le conflit Lip au regard d'une recherche d'action non violente. Il faudrait peut-être encore signaler la « modernité » des moyens mis en œuvre : audio-visuel, films, disque, journal, livres, albums et expos-photos, intervention d'artistes divers et d'experts, qui se mettent « au service », comme au cours du « Colloque pour l'Emploi ».

De toute façon, Lip n'est pas un modèle : c'est **une clé**. Dans ce genre de conflit, ce n'est pas sur le terrain des idées qu'on est confronté, mais dans la lutte des classes. (Les groupes d'extrême gauche ont été actifs, mais très silencieux).

Aucun mot d'ordre n'a été explicité comme « non violent ». Ce mot-là n'a pas dû être employé. Certains ont été soucieux de cela tout au long du conflit, sans phraséologie. Mais il semble que leurs arguments aient prévalu. Si ceux-là ont gardé un souci non violent, c'était non pas par peur ou refus personnel de la violence, mais parce qu'elle est démobilisatrice, et que seule une foule consciente et unie peut changer quelque chose.

Claire et Jean MARTIN, de Besançon
*Texte écrit dans un train, un matin de février,
dans les roulis et les secousses.*

* Le disque « Lip, un combat, un espoir », est vendu 10 F l'unité à l'Union Locale C.F.D.T., 3, rue Champrond, 25 000 Besançon (joindre le paiement à la commande).

LE SYNDICAT DE CESAR CHAVEZ

Les réflexions qui suivent ont été élaborées principalement à partir de mes rencontres avec des ouvriers agricoles travaillant à la grève et au boycott dans de grandes villes américaines, et avec César Chavez lui-même, lors de mon second voyage aux Etats-Unis.

Je voudrais seulement faire apparaître ici quelques aspects particulièrement importants, à mon avis, de l'action des « Farmworkers », syndicat fondé par C. Chavez. J'ai choisi de ne pas parler des techniques d'action mises en œuvre par le syndicat (maîtrise des situations, leur préparation, l'imagination dans les formes d'actions, etc.) afin de ne soulever que ce qui me semble le plus porteur d'enseignement pour notre stratégie politique, spécialement en France.

CESAR CHAVEZ

Ce paragraphe sera court. En effet, on ne définit pas un mouvement politique ou syndical par la personnalité de ses dirigeants ; même si, comme c'est le cas ici, ces derniers marquent profondément la conscience des militants. On définit un tel mouvement par sa pratique quotidienne et ses objectifs réels : « Les masses sont les vrais héros de l'histoire » (Mao-tse toung). Cesar Chavez est un homme débordé : organisation du syndicat, organisation de la grève, organisation du boycott, contacts avec les autres mouvements, prises de paroles en public, négociations avec les grands producteurs, etc. Malgré cela il participe aussi à des piquets de grève (qui comportent toujours le risque de violence) Chavez est avec les « chicanos ». Il prend le temps de discuter avec les gens qu'il rencontre (à la sortie d'un meeting, lors d'une action...). Discuter avec Chavez, c'est trouver un homme doux mais ferme, qui écoute et sait rire.

Là est sans doute la cause du sentiment très fort qui unit les familles des chicanos à « Cesar » : il est parmi eux ; il n'est pas un « leader » qui s'estime au-dessus de ceux qu'il organise ; il est un des leurs. « J'ai au moins assez d'expérience pour savoir que toute puissance vient des gens. Aussi je me tiens tout près d'eux » (1).

LA NON VIOLENCE DES EXPLOITES

C'est un des traits essentiels de l'action des « Farmworkers ». Leur action ne découle pas d'un sentiment bienveillant pour la justice. Ce sont des ouvriers agricoles surexploités qui veulent obtenir des conditions décentes de vie pour eux-mêmes. Il ne s'agit pas d'éléments extérieurs cherchant à « féconder le syndicalisme par la non-violence ». Non. Ce sont des opprimés qui se sont levés.

Pas d'action paternaliste, une prise en charge par les opprimés de leurs propres conditions : une action hautement révolutionnaire ! César Chavez lui-même n'est pas un prêcheur venu les convaincre « d'être des doux » : il est d'abord l'un des leurs qui a travaillé aussi dans des plantations, son but est de gagner « la cause » et pour cela il agit en non violent.

Les chicanos, comme tous les exploités, n'ont que faire des philosophies de « la Non Violence ». « Ce qui compte pour nous, c'est de vivre correctement » me disait Richard, organisateur du boycott à Philadelphie.

« Ce qu'il faut c'est que vous *gagniez* et que vous soyez non violent ». (1) « Qu'importent aux pauvres d'étranges philosophies de la non violence si cela ne leur donne pas de pain » ! (1)

« Je n'écris pas à ce sujet (la non violence). Je ne veux pas écrire à ce sujet. Je n'en ai pas le temps ». (1)

Et enfin : « Avec notre lutte ici nous nous assiérons pour parler de non violence et nous aurons fait plus de convertis que tu n'en feras jamais en allant à dix millions de « séminaires ». (1)

LA STRATEGIE

Bien évidemment, pour que cette action menée par les gens concernés eux-mêmes réussisse, elle ne peut se limiter aux seuls chicanos. C'est une œuvre remarquable de popularisation qui a été accomplie à travers les Etats-Unis par des Mexicains ne possédant que quelques dollars en poche. L'aide extérieure est fondamentale (le boycott est la stratégie principale utilisée), mais elle ne peut agir efficacement que parce qu'elle ne prétend pas se substituer à la lutte des gens concernés, à leur détermination. C'est une action de solidarité, pas le paternalisme de stratèges intellectuels indiquant aux « masses » la voie à suivre. Chavez a d'abord organisé les travailleurs. Puis ils ont cherché le soutien de la population.

LES CHICANOS

J'ai retrouvé avec eux le même type de sentiments que j'ai eus en discutant avec certains paysans du Larzac : calme détermination pour aller jusqu'à la victoire. Cette force qui s'épanouit dans l'action de ceux qui veulent prendre leurs affaires en mains. Elle m'a aussi rappelé ces déclarations de paysans chinois : chacun est à sa modeste place, et ainsi participe à la lutte d'ensemble.

Mais ceci n'est qu'une conséquence d'un facteur beaucoup plus profond : les ouvriers agricoles (comme les paysans du Larzac, comme les ouvriers de Lip) n'ont plus rien à perdre, ils ont donc tout à gagner. Il ne s'agit pas pour eux de lutter pour une grande cause étrangère à leur vie. Les noirs du Sud des Etats-Unis, pendant la lutte pour les droits civiques, agissaient eux aussi pour leurs propres conditions de vie.

Frank Ortiz disait : « Nous ne possédons rien, sauf le temps » (3).

(1) César Chavez, dans une interview publiée dans le n° 1 de janvier 74, des « Cahiers de la Réconciliation », 3 F : 4, allée de Pologne, 91300 Massy.

LA REALITE DE CETTE ACTION. LE SYNDICALISME.

Il me semble que le trait essentiel du combat des ouvriers agricoles a été négligé jusqu'à présent. Ce combat a lieu dans la société américaine *capitaliste*. Ce qui importe pour le capitalisme c'est l'appropriation de la production (avec l'extorsion du surtravail qu'elle implique).

Or les Chicanos ne se battent pas sur des idées, ils se battent sur le terrain de la production, terrain le plus sensible en régime capitaliste. Par la grève ils stoppent la production. Par le boycott ils empêchent les capitalistes de réaliser cette appropriation de la production, de convertir en capital la production des fruits et des légumes (4). Alors le système réagit, et très fort : attaques de police, chiens contre les piquets de grève, produits chimiques lancés sur les grévistes... Mais quand, malgré la répression, la production reste bloquée, alors il faut céder (...pour continuer ultérieurement l'exploitation sous une forme un peu plus supportable par les ouvriers) : accords de Delano etc.

En posant ainsi le problème sous son vrai jour nous abordons le problème du syndicalisme et de l'action révolutionnaire, le problème de la puissance de l'action syndicale et de ses limites.

Ce n'est pas les idées défendues par un syndicat qui en font un syndicat « révolutionnaire », c'est ce qu'il fait, sa pratique. C'est pour cela qu'il nous faut dépasser le stade du soutien à l'action des ouvriers agricoles pour la seule raison qu'ils se proclament, et sont réellement, non violents. Il nous faut analyser les conditions réelles de leur lutte et donner à chaque facteur sa place exacte. Et l'action non violente est à coup sûr une composante *déterminante* de cette lutte, mais elle n'est pas la seule. Viva la Causa !

Pierre FABRE
le 8/2/74

(2) Bien sûr je ne nie pas la valeur d'études sur l'action non violente (sinon je n'écrirais pas cet article), mais il est essentiel qu'elles soient *étroitement liées* à une pratique.

(3) Cité par Jean Fabre dans le n° déjà cité des « Cahiers de la Réconciliation ».

(4) A ce sujet, l'originalité de « l'affaire Lip » réside en ces 3 points :

- la grève : blocage de la production,
- le « vol » des montres : appropriation de la production par les travailleurs eux-mêmes ;
- les ventes sauvages : réalisation monétaire de cette appropriation. On comprend aisément que le conflit ait atteint une telle importance !

INTERVIEW DE RICHARD CHAVEZ

En janvier, Richard Chavez, frère de César Chavez, est venu à Londres pour parler de son action et organiser un boycott chez les dockers. Il a accepté de répondre à nos questions.



Photo Georges DIDIER

Q.— Pouvez-vous nous définir le but du boycott ?

R.— Le but du boycott est d'exercer une pression économique sur l'employeur qui refuse de reconnaître les ouvriers comme employés : Aux U.S.A. les ouvriers agricoles ne sont pas protégés par des lois fédérales (qui datent de 1935).

Aux U.S.A., tout ouvrier a droit aux pétitions, aux élections et à tout ce que la loi fédérale accorde, mais pas les ouvriers agricoles. Cette classe est exclue et l'a toujours été. Alors nous avons commencé à nous organiser sans cette loi pour nous protéger et nous aider. Elle ne nous donne aucune protection, mais aussi elle ne nous soumet à aucune restriction ; de ce fait nous sommes libres d'agir comme nous l'entendons.

Nous avons organisé le **boycott** (par les consommateurs) du raisin de table, et cela a été très positif. En 1970, pour la première fois, nous avons obtenu des contrats, pour 95 % de l'industrie du raisin de table. Nous avons gardé ces contrats pendant 3 ans et à la fin de la 3^e année, nous les avons perdus, parce que, au moment de les renouveler, les employeurs et les viticulteurs refusèrent de négocier avec nous.

Q.— Les mouvements de défense des droits civils et le mouvement contre la guerre étaient beaucoup mieux organisés et plus forts lors de votre premier boycott que maintenant.

R.— Le mouvement étudiant est presque mort aux U.S.A. Je me souviens que les premières fois où je suis allé parler dans les universités, on pouvait avoir, comme ça, 1 500 étudiants pour une manifestation. Maintenant il faut se démenier et s'estimer heureux avec 200, 250 étudiants. Bien sûr, c'est un peu plus difficile.

Q.— Quelle est l'ampleur du second boycott ?

R.— C'est un effort national : dans 42 grandes villes des U.S.A.

Q.— Des pasteurs ont été critiqués parce qu'ils vous ont accordé leur soutien. Y a-t-il beaucoup de résistance à votre égard dans les églises ?

R.— Non, nous avons un solide soutien des églises cette fois. Nous avons l'accord total de la conférence U.S. des Prêtres catholiques, du Conseil des Eglises et d'autres dénominations individuelles.

Q.— Comment recrute-t-on les teamsters ?

R.— Par le système des « contracteurs » de travail. Les patrons paient des « contracteurs » pour engager des gens dans des régions où il y a beaucoup de main-d'œuvre comme le Texas, le Mexique, etc. La plupart du temps, cette main-d'œuvre vient illégalement du Mexique. Il y a des milliers de travailleurs mexicains, à 90 miles seulement de la frontière mexicaine, prêts à accepter n'importe quel travail, et à anéantir par là n'importe quelle grève, à n'importe quel prix.

Q.— Combien de personnes y a-t-il dans le syndicat ?

R.— Les membres cotisants, à l'heure actuelle, sont au nombre de 8,500 (il fut un temps où ils étaient 10 100). Il y en a moins maintenant du fait que nous avons perdu les contrats.

Q.— Parmi les membres de l'Union, il y en a qui sont marxistes : j'aimerais savoir s'il y en a beaucoup, et quelle analyse fait l'Union sur la situation des « chicanos » vis-à-vis du marxisme.

R.— Nous travaillons avec des gens simples et humbles, qui auparavant n'avaient aucune idée d'organisation. C'est une chose totalement nouvelle pour eux. Ils n'ont jamais été actifs politiquement non plus. Ils ont été endormis pendant de nombreuses années. Aussi je ne suis pas sûr qu'ils sachent ce que c'est. Peut-être qu'ils sont marxistes de cœur, mais sans le savoir. Je sais qu'il y en a qui sont plus actifs politiquement, et qui ont différentes philosophies. C'est très possible que parmi eux il y en ait qui soient marxistes. Je sais que le socialisme leur semble très naturel.

Q.— Est-ce vrai, que les chicanos, dans leur majorité, sont chrétiens ?

R.— Oui, la plupart.

Q.— Il me semble que Chavez s'appuie sur la foi pour aboutir à la non violence ?

R.— Oui, c'est pour cela que l'on dit que nous sommes différents des autres groupements ou syndicats : la religion y joue un rôle important dans tout ce que nous faisons. Et ainsi nous avons eu beaucoup de succès quand nous avons voulu faire de la non violence une réalité. Mais nous avons aussi des gens révolutionnaires par nature. Nos pères sont nés au Mexique ; et dans l'histoire du Mexique, il y a eu une révolution très belle et très précieuse ; par héritage, nous sommes des révolutionnaires, mais des pacifiques par nature. Aussi, pour que la non violence porte ses fruits, il faut plus que des mots : des actes. Nous devons donc la pratiquer et la religion nous y aide beaucoup.

Q.— Mais la non violence est un peu étrangère à la nature humaine, et particulièrement à un peuple au sang bouillant ?

R.— C'est ce que j'essayais de te dire.

Q.— Je voudrais savoir comment Chavez a pu former les gens à la non violence, car la non violence ne paraît pas crédible.

R.— Chavez a principalement donné l'exemple à son peuple : Il a jeûné ; un jeûne de 25 jours, concernant la non violence. Nous avons organisé une grève depuis 1965 jusqu'à la moitié de 1967 : 2 ans et demi de grève. Nous faisions les grèves dans les champs ; et nous n'étions ni gagnants ni perdants. Ceci avant même que naisse l'idée d'un boycott. Alors les organisateurs, les jeunes, étaient démoralisés, et perdaient confiance à tel point qu'il pensaient que nous n'allions pas gagner, que c'était du temps perdu ; et ils commençaient à parler d'employer la violence, d'en arriver à brûler et à tuer pour attirer l'attention. A ce moment-là, dans notre pays, aux U.S.A., il y avait le mouvement noir et d'autres mouvements militants. Ces jeunes pensaient qu'en faisant la même chose, ils allaient pouvoir triompher. Nous savions très bien que si nous emprunions le chemin de la violence, « ils » nous écraseraient tout de suite, nous achèveraient, parce qu'« ils » auraient ainsi une excuse pour nous abattre, nous assassiner, et que cela leur serait très facile. Chavez ne put pas convaincre ces jeunes immédiatement. Il essaya, mais ils ne l'écoutèrent pas. Alors il a immédiatement annoncé un jeûne qu'il commença aussitôt. Au 9^e jour, nous étions tous très préoccupés par son état de santé, car le jeûne était très dur. Ces mêmes jeunes qui étaient venus dire leurs craintes furent convaincus et lui demandèrent de s'arrêter de jeûner. Il leur répondit qu'il ne pouvait pas, qu'ils devaient apprendre cette leçon à fond et qu'il allait continuer son jeûne jusqu'à ce qu'il soit prêt à le finir. Il leur dit qu'il y avait beaucoup de violence dans le monde et qu'avec plus de violence on ne pouvait rien résoudre. Donc il refusa leur offre bien qu'ils aient dit qu'après 9 jours il pouvait s'arrêter et qu'ils étaient convaincus, que jamais plus ils ne penseraient à la violence. Il leur dit qu'il était très content qu'ils pensent ainsi, mais qu'il allait continuer de jeûner pour qu'ils n'oublient jamais : Il continua ainsi le jeûne pendant 25 jours.

Q.— C'est peut-être ce jeûne qui a fait connaître César comme leader ?

R.— Il y a eu beaucoup de publicité autour de ce jeûne, dans notre pays et ailleurs... Mais ce qui compte ce n'est pas la publicité que peut faire un homme sans manger, mais ce qu'il fait par ses actions ; il a convaincu beaucoup de gens dans leur cœur, dans leur être. Il les a convaincus que c'est la façon de faire, et c'est cela qui est bien. Plus tard, il jeûna de nouveau, quand il sortit de prison. Dans la vallée de Salinas, il jeûna pendant 15 jours, parce que les gens se plaignaient et voulaient le sortir de prison à toute force. Il leur dit qu'ils ne devaient pas penser ainsi. Chaque fois que nous jeûnons, c'est pour donner un exemple à quelqu'un, le convaincre ou convaincre un groupe, des groupes, des gens. Chavez a bien travaillé, parce que les gens maintenant sont vraiment non violents. L'année passée, il y eut une grève qui rassembla plus de 6 000 personnes, et, malgré toute la violence qu'il y avait en face de la part des contremaîtres, des fermiers et de tous, de notre côté la non violence s'est maintenue. Non pas qu'il ne se soit rien passé (nous sommes humains, naturellement et si on nous donnait un coup, je ne dis pas qu'on tendait l'autre joue !) mais il n'y eut pas de violence importante. Ce fut très beau, ce fut un miracle, car 6 000 personnes c'est beaucoup de gens à maintenir non violents ! On le doit, je crois, à la religion qui nous a beaucoup aidés.

Q.— Précisément, n'est-ce pas une limite à l'action de César Chavez ? Ainsi, Martin Luther King, qui appuyait son action sur la foi chrétienne des Noirs, n'a pu sensibiliser des noirs qui n'étaient pas chrétiens.

R.— Les autres syndicats nous regardent au premier abord comme un groupe étrange, et peut-être sommes-nous différents parce que nous utilisons la non violence, et parce que la religion joue un grand rôle dans notre mouvement. Mais ceci est nécessaire, car nous sommes en train d'organiser un groupe difficile à organiser, un groupe de gens que personne n'avait essayé d'organiser. Pour eux, l'organisation est une chose nouvelle, étrangère et étrange.

Q.— Mais est-ce seulement une nécessité pour ces gens ? N'est-ce pas évident que c'est aussi une nécessité pour d'autres gens d'autres régions de l'Amérique ?

R.— Nous sommes par nos actions en train de donner l'exemple à d'autres groupes, qui peut-être ne sont pas violents mais parlent de violence de temps en temps, et qui voient que notre ambiance changerait rapidement si nous utilisions la violence pour aboutir à nos fins.

Nous donnons l'exemple aussi aux groupes qui travaillent avec nous, qui nous soutiennent bien qu'ils ne soient pas formés de paysans. Ils sont convaincus que c'est la seule façon de faire ; de telle sorte que ce que nous faisons avec les paysans, nous essayons de le faire avec d'autres groupes... De plus en plus, ces groupes croient que c'est la seule façon de faire parce qu'ils ont vu que les autres mouvements, (mouvement noir, Black Panther et autres...) ont échoué, parce que quand on a tué les leaders, leur mouvement était fini. Qu'est-ce qu'ils ont gagné avec la violence ? Rien, ils n'ont pas atteint leur but. Ces groupes voient que nous nous sommes en train d'obtenir ce que nous cherchons, bien que tout doucement, avec des batailles et du travail, nous luttons tout doucement, mais nous sommes en train d'aboutir.

Q.— Jusqu'à maintenant, les leaders non violents ont toujours été des notables, ayant une certaine position sociale avant de commencer leur action. Est-ce la même chose pour César Chavez ?

R.— Je ne sais pas si je comprends parfaitement votre question : par exemple, Gandhi était déjà connu avant de commencer, c'était un avocat, n'est-ce pas ? C'était déjà un homme de caractère. Luther King était un grand pasteur.

Je ne sais pas pourquoi, mais dès le début, notre mouvement a été non violent. Quand nous avons commencé à nous organiser, personne ne savait qui était César Chavez ; ce n'était qu'un simple paysan. Il est sorti des champs, essayant d'organiser « ses » camarades. Il pensait que la philosophie non violente était bonne, et que c'était le moyen de réussir. A partir de cet instant, il a commencé à être connu et cela lui a donné la volonté de commencer ses actions.

Q.— Comment fait-il pour transmettre cette foi en la non violence ?

R.— César est un disciple de Gandhi. Je ne sais pas quel livre Gandhi a écrit, mais César l'a lu, et le fait d'avoir lu ce que Gandhi a fait, comment il a pu changer le monde où il se trouvait par la non violence, lui a donné cette force.

Q.— Pouvez-vous nous parler du rôle des femmes et en particulier de Dolores Huerta, dans votre lutte ?

R.— La femme paysanne joue un rôle très important dans notre mouvement. Ce sont les femmes qu'il faut admirer. Bien qu'elles soient effacées, qu'elles souffrent en silence, les femmes de paysans, mères de famille très nombreuses avec beaucoup de souffrance et de pauvreté, se sont révélées dans notre mouvement. Dolores Huerta en est une.

Q.— Quels sont les points les plus difficiles de la lutte ?

R.— Le point le plus faible de la lutte que nous essayons d'organiser, est le fait que nous travaillons avec des gens très pauvres, et qu'il est très difficile d'organiser des gens qui doivent travailler tous les jours pour gagner leur pain. Ils n'économisent pas, ils n'ont aucune ressource. Ils doivent travailler au jour le jour. Souvent, il y a des grèves, et nous demandons à ces gens de faire grève. Mais ils n'ont rien pour subsister pendant ce temps. Demander à un frère d'arrêter de travailler, en sachant que l'on n'a rien à lui offrir, c'est très dur. Et quand il y a de l'argent, c'est très peu. Il faut que les gens se sacrifient pour maintenir une grève, parce que ce que nous leur donnons est très peu de chose, et c'est seulement pour mal manger.

L'autre problème que nous avons, c'est la collecte des fonds. Le mouvement est énorme et demande beaucoup d'argent par mois : 200 000 dollars, et nous n'avons pas d'argent. Nous vivons au jour le jour, et on ne sait pas si le mois suivant on obtiendra suffisamment.

(Interview collectif de M. Hanniet, J. Fabre, G. Didier)

RENCONTRE AVEC DANILO DOLCI

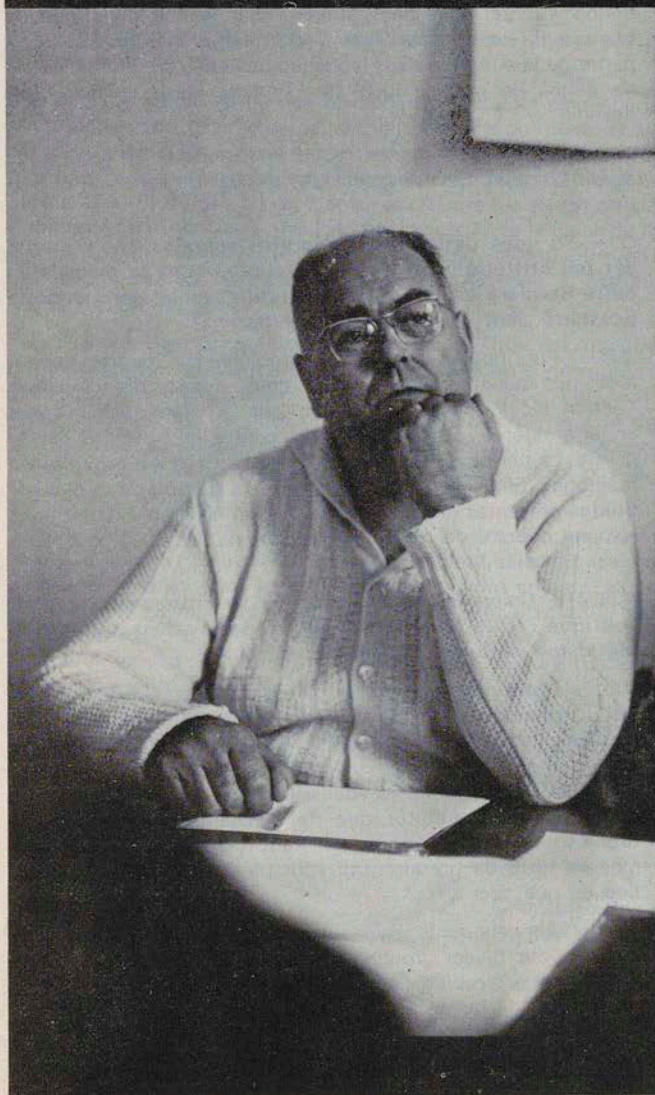


Photo Georges DIDIER

Nous avons rencontré Danilo Dolci chez lui, en Sicile, à Trappetto et à Partinico ; c'est là que, depuis 1952, il lutte contre l'emprise de la mafia et contre les injustices qui accablent les travailleurs : grève de la faim à Partinico, « grève à rebours » des sans-emplois qui ouvrent un chantier « illégal », travail social dans les bas-fonds de Palerme, jeunes collectifs, création de coopératives, création du Centre d'Etudes et d'Initiatives pour le plein-emploi, etc... Toute cette action vise à sortir peu à peu les gens de leur torpeur et de leur fatalisme pour leur faire prendre directement la responsabilité de leur vie : « C'est en changeant concrètement quelque chose que l'on fait prendre conscience à la population que le changement est possible », dit-il. Ainsi la construction d'un important barrage (qui délivre les paysans du pouvoir de la mafia sur l'eau) fut décidée après des centaines de réunions et fut la première prise de pouvoir de la population ; de même, pour l'implantation d'une « école modèle » à Partinico : « Il faudra qu'elle soit dans la campagne, près d'un ruisseau, et qu'on voie la mer » ! avaient dit les enfants. Ainsi fut décidé l'achat du terrain...

Danilo Dolci se déclare antimilitariste et la population le comprend. Dans son dernier livre, « Inventer le futur », il raconte : « Une excellente idée : des gamins sont allés écrire : « Des digues, du travail, des écoles » sur l'affreux monument fasciste aux morts de la guerre. Saisis de stupeur au début, les gens ont ensuite compris le courage simple de ceux qui désacralisent la rhétorique, le vide, le faux ». Après avoir vécu plusieurs années la vie des habitants pauvres d'un village de l'Ouest de la Sicile, il a entrepris une action « révolutionnaire » ; mais il ne s'agit pas de théories, ni de grands principes... Il vise les transformations concrètes... et y parvient. Mais il réfléchit aussi sur son expérience et nous invite maintenant à savoir inventer le futur : « Savoir inventer le futur avec les autres de manière organique, c'est l'une des principales réserves d'énergie révolutionnaire dont dispose le monde, l'un des moyens essentiels d'ouvrir de nouvelles possibilités de changement ».

A.N.V.— Danilo Dolci est, pour nous, un « non violent ». Qu'en penses-tu ?

D.D.— Je ne prêche pas la non violence aux gens. Je ne parle pas de la non violence. Ce serait une grande erreur. Il faut trouver une méthode qui puisse fonctionner en profondeur. Je passe mon temps à questionner les gens. Nous nous réunissons très souvent, des milliers de fois, et je pose... des milliers de questions ! Je ne parle pas de non violence, ce serait absurde.

Il est important que la population agisse. Je ne crois pas à la non violence, **je crois en l'action non violente**. Donc, par rapport à la population et avec elle, nous recherchons des méthodes qui soient les plus efficaces et dont nous pensons qu'elles sont les plus justes.

Il existe une violence structurelle qui est directe. La population ne la voit pas ainsi. Elle voit les possibilités qui existent d'une vie tranquille, agréable. Les gens ne sont pas violents au fond d'eux-mêmes (il ne faut pas identifier les Siciliens avec les mafiosi, ces derniers ne sont qu'une petite minorité). Il s'agit de découvrir et de libérer les valeurs non violentes qui existent. Beaucoup de choses existent d'ailleurs dans les traditions locales.

Nous nous gardons bien d'être un mouvement. D'une façon générale, le travail que nous faisons est lent, très lent. Quelquefois, on a l'impression que rien n'avance. Mais les possibilités de développement apparaissent en fait. Il faut réunir un certain nombre de conditions. Quand le paysan sait cultiver la terre et qu'il connaît sa terre, alors elle produit. Il faut donc arriver à ce que la population fasse une auto-analyse. Il ne suffit pas de voir l'objectif du travail, on doit aller vers une prise de conscience qui permette ensuite que l'on devienne une force.

Q.— Quelles sont les principales difficultés que tu as rencontrées ?

D.D.— Les échecs sont relatifs, car nous sommes dans une situation extrêmement difficile. Il faut voir la structure de la population qui est féodale, la présence de la mafia, les relations étroites entre les divers pouvoirs, etc... tout cela constitue des obstacles au développement. La population se trouve bien ou vit un certain mécontentement. Mais, en général, *elle ne cherche pas le changement*. De ce fait, les difficultés sont internes à la population. Elle a souvent *une expérience statique* de la vie. A cela correspond la théorie qu'il est impossible de changer quoi que ce soit. Donc, quand

quelque chose arrive, cela constitue une expérience nouvelle. A partir de là, il est possible de sortir du statique.

Le niveau culturel est bas. La population est intelligente et de bonne volonté, mais pas cultivée. Pour vouloir construire un barrage, il faut déjà savoir ce qu'est un barrage. Tout cela fait partie de la situation dans laquelle nous opérons. Il est difficile de définir un modèle idéal de l'homme et de ce qu'il doit devenir.

Le problème central est de trouver un levier qui soit juste et de savoir l'utiliser. Si on ne peut pas trouver de levier on ne fait rien.

Q.— Tu nous parles des structures sociales, mais quelle est ton attitude vis-à-vis de la religion dans la mesure où cette dernière est un moyen de renforcer les gens dans la passivité dont tu viens de nous parler ?

D.D.— Pour nous il n'y a pas de problème d'étiquette, donc il n'est pas question de religion. Il nous importe d'en arriver à l'action. Nous refusons de rentrer dans la polémique. Ce serait en effet stérile. On ne lutte pas contre la passivité par la parole. La parole a le même effet que la neige qui arrive sur la montagne. Elle vient s'y poser mais ne la supprime pas. Les attitudes présentes ont été forgées par un ensemble de facteurs sur une période de plusieurs générations. Ce qu'il nous faut, c'est travailler, relever les manches.

A.N.V.— Comment est-ce que tu te situes sur le plan politique ? Que signifient pour toi des notions telles que **Marxisme et lutte des classes** ?

D.D.— Notre grande contribution est certainement de permettre de prendre conscience que la lutte est nécessaire. Les classes existent, c'est une réalité. A partir de cela, la première chose et de voir la nécessité de la lutte. Le problème est : comment ? A ce sujet, je voudrais rappeler deux choses que Gandhi a dites : « Plutôt que de s'échapper, il vaut mieux tirer » et « plutôt que de tirer, il vaut mieux passer à des formes de lutte de pression qui sont plus parfaites et plus efficaces que tirer ».

Au-delà de cela, nous voyons d'autres menaces : ainsi la possibilité pour divers groupes de fabriquer leur propre bombe atomique. Le problème, un jour, va se poser en termes d'un choix entre la survie et le suicide.

La question maintenant est donc de créer une nouvelle morale, de nouvelles valeurs, de s'organiser différemment, tout cela devant être non violent.

Le conflit en soi n'est pas quelque chose qui est nécessaire. Mais les conflits existent. Il faut se demander comment résoudre les conflits.

Q.— Quelle est ta position par rapport aux divers partis politiques en Italie ?

D.D.— La mafia est ici une force parasitaire. Elle empêche le développement. Par elle, se fait un contrôle politique. Nous nous trouvons alors dans l'opposition par rapport à la droite et la gauche. Nous ne coïncidons avec aucun des partis. Nous ne nous identifions pas à l'un d'entre eux. Notre travail est en fait extrêmement politique, mais il faut le voir comme celui de la sage-femme. La majorité de la population ne constitue absolument pas une force. Il faut qu'elle le devienne, et assume des responsabilités.

Q.— Lorsque l'on se trouve au Borgo à Trapetto, ou que l'on examine les plans de la nouvelle école en construction, on a l'impression d'un certain décalage avec l'environnement tant sur le plan du style que du point de vue du standing. Est-ce que cela ne constitue pas en fait une certaine déculturation et est-ce que tu ne ressens pas un décalage avec ce que vit la population ?

D.D.— Je dois dire d'abord que tous les matériaux utilisés sont d'ici à l'exception des chaises. Par ailleurs, tout a été discuté avec les gens concernés, y compris les enfants. Nous ne voulons pas non plus éliminer le rôle de l'architecte. Il nous faut certes respecter et développer la culture locale, mais l'ouvrir aussi à de nouvelles perspectives. Ces constructions sont le résultat d'apports combinés, celui de la population, et celui de l'artiste qui réalise.

Notre façon de vivre, elle, est très simple. Et, tous les matins, je commence à travailler dès 4 heures. Les gens le savent, et je

les rencontre. Je ne travaille pas ici au Borgo, cela sert pour des séminaires et toutes sortes de rencontres. Je travaille à Partinico. Vous avez vu le centre de Partinico. Il n'est pas riche. C'est une maison parmi les autres comme les autres. Les gens doivent s'y sentir chez eux, s'y retrouver.

Je ne suis pas non plus propriétaire de tout cela. L'école que nous construisons, l'idéal serait que tout le monde en soit propriétaire. Ma maison est simple vous le savez. Mais tout ce qui concerne le plan culturel est important. Je n'achète pas de terre, mais mes enfants ont accès à la musique par exemple, ce qui est important car c'est du domaine culturel. Les gens du village quant à eux disent que je devrais mieux m'habiller. Ces réactions sont de nature culturelle.

A propos de cette question, je voudrais raconter une histoire. J'ai été invité à Hiroshima par la municipalité. J'ai eu sur place la surprise d'apprendre qu'un peu plus de dix pour cent de la population adulte de la ville ne savait même pas qu'une bombe atomique avait explosé là. Cela m'a paru incroyable. La municipalité avait reconstruit toute la ville, ne laissant qu'une toute petite partie au centre de la ville en l'état de ruines. Mais les gens ne vont pas au musée. J'ai demandé pourquoi l'on n'avait pas laissé un carré d'un kilomètre de côté dans l'état où il se trouvait après l'explosion de la bombe. Ils m'ont dit qu'ils n'y avaient pas pensé. Pourtant, ne pas tout reconstruire aurait été important. C'aurait été un moyen pour que tout le monde puisse se rendre compte de façon permanente des effets d'une bombe. Je veux souligner par là qu'il faut rechercher les moyens qui permettent de penser, de réfléchir. C'est ainsi que se mesure l'utilité des dépenses. Construire un centre pour séminaires peut être ce qu'il y a de plus important dans la mesure où les gens vont effectivement commencer à penser et à réfléchir.

(Propos recueillis par Jean FABRE et Georges DIDIER).

CAHIERS DE LA RECONCILIATION

Bulletin mensuel d'information des groupes de langue française du Mouvement International de la Réconciliation

Le débat interne au mouvement non violent

Un texte de base de René CRUSE et Jean FABRE sur « Non violence et Athéisme »

Le numéro 3 F. Abonnement 20 F. C.C.P. M.I.R. Lyon 5445-67, 4, allée de Pologne, 91300 Massy

LORENZO BARBERA

Lorenzo Barbera est homme du peuple et l'est resté. Il vit pour le peuple et l'incarne de façon impressionnante. Il quitte Dolci (et « ses monuments » dit-il) pour cela. J'étais venu avec mes questions, je n'ai posé que la première, tellement l'aventure dont il parlait s'enchaînait d'elle-même. Les objections s'échouaient, inutiles, devant toute cette expérience profondément vécue, racontée, incarnée.

On ne peut parler de l'homme sans parler de sa lutte, et inversement. Pourtant, il ne se pose pas en personnalité et son assurance me faisait penser à la force d'un paysan du Larzac. Il ne se dit pas non violent, ne parle pas de non violence, et peut-être que demain...

Le texte qui suit a été écrit à l'aide de notes prises au cours d'un entretien avec Lorenzo Barbera. Le style écrit s'en ressent, mais nous l'avons gardé tant il nous semble proche de celui qui règne dans cette Sicile occidentale.



En janvier 1968, un tremblement de terre ravage la vallée du Belice, au sud de la Sicile.

En 1969, un an après un tribunal populaire pour juger « les actions du gouvernement et les hommes qui avaient pris des engagements qu'ils n'ont pas respectés » est créée par les habitants de la vallée.

Danilo Dolci n'est pas favorable à cette initiative et se sépare de Lorenzo Barbera. Il nous dira que ce type d'action ressemble trop à un esprit de « droite » et lui fait peur car le peuple lui semble incompetent pour juger en toute connaissance de cause.

Barbera, lui, pense que toutes les méthodes qui font participer vraiment le peuple sont bonnes : « Nous pensons que le peuple doit être le personnage principal et non un comparse de l'acteur principal ».

De cette séparation d'avec Dolci, Lorenzo Barbera retirera la nécessité d'un travail encore plus populaire auprès des habitants. Avec eux il commencera par analyser minutieusement chaque projet du gouvernement concernant la reconstruction.

Le plan prévoyait 40 000 projets. Le gouvernement avait envoyé deux fonctionnaires qui devaient prendre deux jours par projet, ce qui faisait 130 ans auxquels il fallait ajouter une succession de contrôles, d'autorisations et de « transmissions hiérarchiques » !

Pendant des mois, on discute de cela dans les villages. Le 1^{er} juin 1969 se tient une assemblée générale où les « autorités gouvernementales » présentes prennent des engagements... jamais tenus.

Sous l'impulsion de Lorenzo Barbera, un « plan de survivance » de la vallée du Belice est mis à l'étude par les habitants eux-mêmes. Il attaque les différents problèmes : exode rural, industrialisation, main-d'œuvre (il faudrait créer 25 000 emplois pour 200 000 habitants) mais va se heurter tout de suite à l'inégalité sociale : Si un barrage est construit pour l'irrigation, il favorisera également les gros propriétaires qui se « mécaniseront » et ainsi accéléreront le chômage agricole. L'analyse technique devient inévitablement politique.

Le plan de survivance met l'accent sur trois points de base :

- Industrie de transformation agricole.
- Production de matériel pour la reconstruction.
- Industrie de consommation de masse (vêtements, souliers, meubles, savons, etc.).

LE GOUVERNEMENT HORS LA LOI !

Les 5 et 6 décembre 1969, le Belice invite à Santa Nifa les ministres pour répondre à un certain nombre de questions posées par le peuple. Les envoyés gouvernementaux viennent

jusqu'à Palerme, mais le préfet a peur de ne pouvoir contrôler le mouvement et les retient à Palerme. Alors, à Santa Nifa, 6 000 Siciliens déclarent le gouvernement « hors la loi » et décident de ne payer ni les impôts directs, ni l'eau, ni l'électricité. La désobéissance civile s'installe. Le gouvernement fait couper l'électricité. Des équipes viendront continuellement la remettre si bien que l'administration se lassera.

La gauche classique italienne (partis et syndicats) est contre l'action, mais la solidarité locale surprend les hommes d'« appareil » et rend impossible toute action de répression (2 % seulement de la population continue à payer les impôts).

La petite histoire dit que le collecteur d'impôts s'est converti à la cause et a quitté son travail.

Les feuilles des déclarations d'impôt sont ramassées collectivement, rassemblées, puis envoyées au président du gouvernement italien grâce à l'aide des employés de la poste qui participent à l'action.

A ce moment, il aurait fallu une petite armée pour arrêter tous les « refuseurs de l'impôt ». Le gouvernement attendra un moment de faiblesse pour frapper et emprisonner. Pour l'instant, acculé, il exempté officiellement d'impôt les habitants de la vallée du Belice. Il prend à sa charge aussi l'eau et l'électricité.

L'ARMÉE REFUSÉE !

Au cours d'une assemblée villageoise, à Partanna, une idée jaillit, début 1970, lancée par deux jeunes : « Refusons le service militaire, car l'armée sert le capitalisme et les structures centralisées qui nous oppriment ». Ces deux jeunes vont ensuite de village en village dans cette vallée qui « va encore bouger », et en avril 70 se crée le Comité Antileva (anticonscription).

Le gouvernement prend peur et commence une campagne d'intimidation par des visites policières chez les parents, par des convocations isolées, etc. L'assemblée intercommunale de Belice réagit tout de suite et décide que si un jeune est appelé isolément tous s'y rendront et tous prendront la parole car (disent-ils) « Nous sommes habitués à discuter ensemble et à prendre les décisions collectivement ».

Un haut fonctionnaire romain de la police est dépêché sur les lieux. Il se retrouve dans une assemblée de jeunes à Vita où une technique d'animation de groupe est adoptée : Un président donne la parole à qui la demande. Chaque jeune parle alors de ce qu'il connaît, de ce qu'il vit et voit : « Tous les opprimés sont des pauvres », « Beaucoup de militaires et de policiers sont des pauvres aussi », « Nous savons pourquoi nous sommes pauvres », « Nous savons le rôle oppresseur de l'armée ». Nous connaissons l'histoire de nos villages et de leurs habitants », « Nous savons que les mafiosi ne sont jamais pris »...

Le 1^{er} juin 70, jour de la conscription, une manifestation est prévue à Palerme; mais au matin dans chaque village la police arrête les cars. Les jeunes prennent alors des voitures et partent en direction de Palerme. L'armée bloque les routes et la police arrête tous ceux qui ont leur permis de conduire. Ils partent alors à pied et se heurtent à un impressionnant barrage où ils apprennent qu'ils sont en « sédition » et que l'armée a ordre de tirer.

Ils organisent un campement sur place. Le troisième jour, le ministre de la Défense vient à Palerme et demande une rencontre avec une délégation. Barbera part à Palerme avec deux jeunes conscrits. Le ministre promet alors une exemption de service militaire à tous les jeunes du Belice. La délégation demande un service civil pour la reconstruction, le ministre accepte.

Après un jour et une nuit de discussions et de doutes, ceci est adopté par l'assemblée intercommunale qui se sépare. Au village un petit campement est aménagé où sont affichées les promesses du ministre.

La nuit, alors que la fatigue est là, des soldats aidés par des mafiosi viennent au campement. Il y a provocation, arrestation et sept (dont Barbera) se retrouvent en prison.

La même nuit, la police va chez les « appelés », les arrête et les emmène à la caserne. Le réveil est lourd en Belice, et proche du découragement.



3 000 OBJECTEURS POPULAIRES

De cette apparente défaite des analyses stratégiques naissent et une grande action est organisée pour novembre : 1 000 personnes du Belice viennent à Rome et organisent un « sit in » devant l'Assemblée Nationale pour obtenir une loi sur un service civil et de l'argent pour la reconstruction.

Ils obtiennent de rencontrer tous les hommes du gouvernement, les chefs de parti et le responsable de la R.A.I. (O.R.T.F. italienne) qu'ils obligent (par occupation des locaux) à programmer une émission sur le Belice réalisée par eux-mêmes.

Barbera et ses amis semblent avoir retiré une immense expérience de ce « sit in » romain. Ils se rendirent compte très vite que le parti communiste serait contre eux sur tous les problèmes de désobéissance civile ou de pression sur le parlement. De fait, lors des affrontements avec la police, le parti ne les soutiendra pas.

La deuxième expérience fut la rencontre et le cotoiement quotidien avec les hommes que sont les policiers. Le dialogue fut instauré et une **solidarité de classe** est apparue avec les policiers dont beaucoup étaient gens du Sud et étaient entrés dans la police pour éviter l'émigration. C'est ainsi que lorsqu'il se mit à pleuvoir sur Rome, les gens du Belice décidèrent de monter un marabout, ce qui leur fut refusé. Comme ils passaient outre à l'interdiction, la police ordonna la charge, mais pas un policier ne bougea sauf le chef qui se retrouva très vite... au sommet du mât !

Le septième jour du « sit in », tous les problèmes sont résolus sauf celui concernant l'armée. Cet après-midi-là, le peuple sicilien prend la parole à Rome. Cela commence doucement par la voix d'une femme qui, au micro, dévoile les scandales connus du peuple et passés sous silence en haut lieu. Peu à peu, chacun parle, s'exprime jusqu'à l'intolérable qui amène une nouvelle décision de « charge ». Une seconde fois, les policiers refusent. Finalement des renforts venus de l'extérieur (et ne connaissant rien à l'affaire) anéantissent le camp avec force brutalités. Il y a 47 arrestations et pas une seule réponse violente du côté des manifestants.

Après 10 jours et 10 nuits de « sit in », une loi est votée le 30 novembre 1970. Elle accorde pour quatre ans un service civil à 3 000 jeunes du Belice (classes 1950 à 1953).

Barbera insiste sur le **non élitisme** de cette action. C'est la première objection collective de ce genre dans le monde : « Les ouvriers sont contre l'armée non pour des raisons religieuses, morales ou intellectuelles, mais parce qu'ils savent que l'armée est contre eux ».



Paysan ayant lu **ALTERNATIVES NON VIOLENTES** et cherchant une nouvelle forme de révolution (non violente ?) passant par le contrôle de son outil de travail. . . (voir page 9)

AUJOURD'HUI

J'ai interrogé alors Lorenzo Barbera sur la non violence. La réponse est venue rapide, forte : « Il ne faut pas venir prêcher la non violence », « Je suis d'abord du côté des opprimés », et puis, quelques secondes plus tard : « En principe, je suis non violent ». Et il se mit à me parler de l'Italie venue trop tard (!) dans l'exploitation coloniale du Tiers-Monde, et qui a besoin du sous développement du sud. Il parle encore du parti communiste italien, de son histoire et de son obstination à vouloir transplanter dans le sud les méthodes de lutte employées par le parti au nord, alors que le contexte sociologique est complètement différent. Aujourd'hui, Barbera se sent très proche du Marxisme Léninisme.

En 1970-1971, quinze coopératives étaient créées dans la vallée pour la reconstruction, 500 personnes y participaient. Aujourd'hui 6 000 travaillent dans des coopératives vinicoles, et plus de 2 000 dans des coopératives s'occupant d'oliveraies. Comme les banques ne prêtent qu'à des taux élevés, Barbera caresse le projet de créer une banque prêtant à faible intérêt et dont les liquidités seraient assurées par l'argent des immigrés.



Photo Georges DIDIER

Barbera, par les coopératives, ne lutte pas uniquement sur le plan économique : « La force de la coopérative — dit-il — n'est pas dans la force économique mais dans la lutte solidaire contre l'ennemi ».

En partant, je lisais un projet de coopérative qui définissait ainsi son orientation générale :

« Cette lutte doit être une lutte d'attaque pour changer les conditions politiques, et en conséquence les conditions économiques des régions sous-développées. »

Changer les conditions politiques veut dire détruire le système des parasites (bureaucrates, intermédiaires, gros propriétaires, mafia) qui nous exploitent.

Changer les conditions économiques ne veut pas dire réaliser en quelque sorte le socialisme en Sicile dans une Italie gouvernée par les patrons et leurs valets, en imaginant par exemple de fonder des coopératives pour gagner une bataille des prix contre les coopératives industrialisées des gros propriétaires. Changer les conditions économiques ne veut pas dire non plus pleurnicher à genoux pour que l'Etat nous donne dans le Sud des usines où l'on est exploité comme dans le Nord, avec des salaires plus bas, et où l'on est engagé dans un système de clientèle et de mafia qui sélectionne soigneusement les gens les moins combatifs et les plus soumis. Changer les conditions économiques veut dire lutter pour faire arriver directement entre les mains de la population l'argent destiné au développement de façon que les prolétaires eux-mêmes décident des travaux de développement, les réalisent et les gèrent pour leurs intérêts.

Il est bien entendu que cette lutte économique est liée très étroitement à la lutte politique dont on a parlé plus haut. Il est clair que la lutte contre l'exploitation ne pourra, à longue échéance, changer le système si elle ne s'accompagne pas d'une lutte politique, si ces objectifs restent la recherche de fonds ou la productivité à tout prix des travaux de développement créés, en négligeant le travail de maturation politique et d'élévation du niveau culturel des travailleurs, si on n'essaye pas d'établir des liaisons solides avec les forces saines des villes (par exemple les étudiants en lutte contre l'école qui les prépare au chômage ou à l'émigration), si on ne se lie pas aux luttes ouvrières qui peuvent naître, si on ne les stimule pas, si on n'établit pas et si on ne maintient pas des contacts avec les émigrés qui luttent au Nord et à l'étranger et, pour finir, si on ne se place pas dans la pratique de tous les jours dans la perspective de créer une organisation révolutionnaire à l'échelle nationale.

Ceci est l'esprit dans lequel nous voulons travailler ».

Georges DIDIER

Lorenzo Barbera, Centro di Studi, Vallée du Belice, 91028 Partana, Italie.

LYON:

pourquoi un groupe de travail sur SYNDICALISME et NON VIOLENCE ?

Le groupe est né il y a environ un an, à l'occasion d'un week-end de réflexion organisé par quelques syndicalistes, membres du mouvement lyonnais d'action non violente. Un dossier fut constitué à la suite du week-end. Cette année, nous avons ressenti le besoin de poursuivre cette réflexion; c'est pourquoi nous nous réunissons régulièrement depuis quelques mois. La plupart d'entre nous sont des travailleurs (de l'O.S. au technicien). Certains sont militants C.F.D.T., mais d'autres trouvent trop sclérosante l'appartenance à un syndicat. Plusieurs sont engagés ou ont été engagés dans des luttes au sein de leur entreprise. A l'intérieur de ce groupe, nous voulons tout d'abord confronter nos expériences de travailleurs, à la lumière de la non violence. Cependant, nous restons très près des grandes questions d'actualité: c'est ainsi que dernièrement, nous avons été amenés à réfléchir plus particulièrement sur le problème de l'inflation.

Notre analyse de la société actuelle nous conduit à nous engager dans la lutte des classes. En effet, la société industrielle dans laquelle nous vivons, est caractérisée par un mode de production capitaliste, se définissant par la propriété privée des moyens de production. Les propriétaires des moyens de production constituent la classe dominante. La puissance de cette classe dominante est telle, qu'elle peut coloniser toutes les dimensions non économiques de notre société. C'est ainsi qu'elle est parvenue à absorber tous les rôles que tiennent les individus pour les réduire au simple rôle de « producteur-consommateur ».

Pour l'entreprise capitaliste, dans laquelle nous travaillons, le travailleur n'existe que comme objet; il n'est qu'un rouage, il ne représente qu'un élément parmi d'autres, tout comme les matières premières ou l'outillage. Il peut avoir un travail plus ou moins intéressant ou plus ou moins rémunéré, mais ce n'est jamais lui qui décide du but de son travail, ni de la façon dont il doit l'effectuer. Il y a donc dichotomie entre pensée et exécution, entre ceux qui ont le pouvoir de décision et ceux qui sont relégués à la simple fonction d'exécutants. C'est le capital qui commande, alors que ce sont les travailleurs qui créent la richesse. Cette situation se perpétue dans l'entreprise du fait:

- d'une hiérarchisation arbitraire,
- de la division croissante du travail et de la déqualification,
- de l'abrutissement par les cadences,
- de la détérioration de la santé physique et psychique par les

mauvaises conditions de travail,

— de la compartimentation de la vie de chaque individu.

La prise de conscience de cette situation de domination nous pousse à lutter pour la briser. Mais on a rarement vu ceux qui avaient des privilèges y renoncer sans pression, par simple philanthropie. Nous savons aussi que toutes les améliorations des conditions de travail ont été arrachées aux patrons grâce à des luttes souvent très dures. Seul le rapport de force, créé par le conflit qu'est la lutte des classes, permettra aux exploités de se libérer de l'oppression de la classe dominante. Il est bon de rappeler encore une fois, lorsque l'on parle de lutte des classes, que ce que nous combattons, en particulier sur nos lieux de travail, c'est la fonction de patron, sa fonction de dominateur et non pas la personne elle-même; tout en ayant bien conscience cependant que la fonction et la personnalité interagissent.

Notre combat doit aller dans le sens d'une société où les travailleurs pourront réellement se poser les questions: que produire? Comment produire? Pour qui produire? C'est-à-dire d'une société où les travailleurs pourront décider eux-mêmes, en quantité et en qualité des objectifs de la production, la contrôleront et en assureront le fonctionnement.

Nous voulons travailler à ce que la non violence active apporte un éclairage nouveau à la lutte des classes: si nous croyons, comme l'écrivait Gandhi, que « la fin est dans les moyens comme l'arbre est dans la graine », nous ne pouvons proposer une autre société, d'autres valeurs, que si nous vivons et véhiculons dès aujourd'hui dans nos luttes des moyens et des procédés en accord avec ces valeurs. La révolution que nous souhaitons, est une révolution globale. Nous devons concevoir les structures et les comportements dans un même rapport. La révolution doit donc s'attaquer aussi bien aux structures qu'aux mentalités; elle doit pousser sans cesse l'individu à se remettre en question, à considérer que rien n'est jamais acquis — révolution culturelle qui vise à briser les vieux schémas, les inhibitions et les conditionnements hérités d'un passé répressif et conservateur, et à créer entre les hommes de nouveaux rapports construits sur une nouvelle hiérarchie des valeurs — Cette révolution culturelle va de pair avec un cheminement vers un socialisme autogestionnaire.

Etant convaincus de l'efficacité des moyens d'action non violents, il nous paraît urgent également, au sein du groupe, d'élaborer une stratégie de lutte appliquée plus particulièrement aux lieux de travail. Les travailleurs de chez Lip viennent de nous donner un bel exemple de désobéissance civile appliquée à l'entreprise, et du nouveau type de luttes à mettre en œuvre. Et là encore, nous devons nous garder de prétendre avoir le monopole des moyens d'action non violents. Les travailleurs ne nous ont pas attendu pour trouver des moyens efficaces appropriés à leurs combats. La grève a été et demeure le moyen de lutte privilégié du prolétariat. Mais nous devons faire comprendre aux travailleurs que la violence dans les luttes fait le jeu des oppresseurs qui en sont les provocateurs et qu'elle discrédite la finalité de ces luttes.

Ce texte ne peut être que sommaire et donc simplificateur. Mais il veut surtout montrer l'état d'esprit dans lequel nous nous engageons. Pour nous, tout ne se joue pas au seul niveau de l'entreprise. Si l'entreprise dans notre société industrielle est déterminante, elle n'en représente cependant pas la totalité. La lutte pour une réelle libération doit être globale et ne doit donc pas se limiter à l'entreprise. Nous souhaitons que les groupes de réflexion sur ce sujet se multiplient au sein des mouvements de recherche et d'action non violente, et qu'une liaison puisse être établie entre eux.

PREMIERES RENCONTRES C.F.D.T. NON VIOLENTS

Ce n'est pas un petit combat qu'a engagé l'Union Pacifiste : faire participer les travailleurs, les syndicats ouvriers en particulier, aux luttes pour la paix.

Lorsque nous en avons lancé l'idée, il y a un an environ, les uns souriaient, d'autres haussaient les épaules : « Les syndicalistes se moquent de ces problèmes ; ils ne se préoccupent que du matériel... », nous disait-on. Nous savions, parce que nous cotoyions les travailleurs journalièrement et que nous partagions leurs combats, que ces jugements n'étaient pas exacts.

D'ailleurs, au moment où la violence, la violence des armes en particulier, étend partout sa malfaisance, avons-nous le droit de ratiociner sans fin sur des stratégies qui ont toutes leurs mérites et, toutes aussi, leurs défauts ? Nous ne le pensons pas. Nous avons donc préféré prendre l'initiative d'inviter les gens qui recherchent et agissent pour la paix et la justice sociale à poursuivre leurs recherches et leur combat dans une action susceptible — de par son audace et sa portée possible — de les rassembler tous.

Tout a commencé par un constat : les minorités qui luttent pour la justice, la paix, contre la violence sous toutes ses formes, si vaillantes soient-elles, et de quelques manières qu'elles s'y prennent, ne pourront pas grand chose si elles ne font pas participer à leurs luttes de larges couches AGISSANTES de la population. Nous n'avons pas les moyens à quelques milliers de faire échec à tout un système de violence établi, maintenu à la fois grâce aux structures et à un conditionnement idéologique adéquat. Or, nous savions qu'il existait dans le mouvement ouvrier tout un courant favorable à nos idées, des gens tout autant épris de justice et d'un socialisme à dimensions humaines que nous.

Nous nous sommes donc tournés vers les travailleurs, tous les travailleurs, ceux qui militent dans des organisations ouvrières, mais aussi tous les autres, ceux que l'on appelle, parfois un peu à la légère, « les inorganisés ».

En 1973, nous avons édité une brochure : Les Travailleurs face à l'Armée (1). Cette brochure ne voulait en aucune manière apporter des solutions à tous les problèmes qui nous intéressent ; elle se voulait seulement une base de discussion permettant d'engager des contacts avec les travailleurs. Et c'est comme cela, et comme cela seulement, qu'il faut la considérer. Il est certain donc que les éléments d'information qu'elle contient sont connus des militants de nos milieux, mais ce sont les syndicalistes et les ouvriers en général que nous voulions informer quelque peu sur la violence, la non violence active, l'armée, la guerre, le désarmement, etc. Ce sont les travailleurs que nous voulions inviter à réfléchir d'abord, puis, après une série de contacts, à lutter à nos côtés.

PREMIERES REACTIONS DES TRAVAILLEURS

Toutes les grandes centrales syndicales ont été touchées par notre propagande. A la C.G.T. ainsi qu'à F.O. nous avons noté de bonnes réactions dans des syndicats de base. Mais c'est au sein de la C.F.D.T. que nous avons eu jusqu'ici le meilleur accueil. Tous les membres du Bureau national ont lu « Les Travailleurs face à l'Armée » et ont discuté de notre projet. Albert Détraz, responsable politique confédéral, nous a accordé un premier entretien et la librairie confédérale diffuse et vend notre plaquette. De nombreux articles ont paru dans la presse syndicale, des réunions ont lieu et des tracts sont tirés appelant les travailleurs à rejoindre notre mouvement.

LE GROUPE DE TRAVAIL ET LE PREMIER RESULTAT IMPORTANT

Pour rencontrer les syndicalistes le moment venu, il fallait créer un groupe de travail susceptible de rassembler les militants du Secrétariat de l'Union Pacifiste, mais aussi des camarades d'autres mouvements et des personnalités désirant participer à notre action. C'est ce que nous avons fait courant octobre et nous avons obtenu l'accord de Bernard Clavel, Jean-Jacques de Félice, Maurice Laisant, Théodore Monod, Jean-Marie Muller, Jacques de Bollardièrre et Jean Goss.

Nous savons ce que ces camarades représentent en tant qu'hommes, et de par leur compétence dans les problèmes qui nous intéressent. Comment les syndicalistes refuseraient-ils un travail commun ?

Ils ne le refuseront pas, nous en sommes sûrs, et un premier résultat important nous le prouve. En effet, le 19 décembre, quatre membres de notre groupe : Jean-Marie Muller, Jacques de Bollardièrre, Robert Bingen et moi-même avons rencontré la Confédération C.F.D.T. représentée par Albert Détraz et Robert Bono. A la suite d'un entretien très positif, la décision suivante a été adoptée : notre équipe va mettre au point un texte d'une douzaine de pages présentant notre groupe, son action, ses projets, sa stratégie, etc. Ce texte sera préfacé par Albert Détraz, responsable politique de la C.F.D.T., puis tiré et diffusé par le syndicat sur tous les responsables C.F.D.T. de France. Le travail qui suivra dépendra des réactions, mais les échecs répétés de la violence économique et militaire nous font espérer une suite positive. Pour la première fois, le mouvement ouvrier, dans ce qu'il a aujourd'hui de plus dynamique, va se trouver confronté avec nos idées. Comment va-t-il réagir ? Nous ne le savons pas encore, mais nous pouvons affirmer que si tous ceux qui luttent pour une société plus juste et à dimensions humaines, font abstraction des divergences de détail pour se regrouper sur cette action essentielle, alors nous aurons des chances remarquables d'être entendus favorablement par les travailleurs.

La tâche des militants antimilitaristes et non violents doit consister à faire connaître notre projet aux responsables C.F.D.T. et aux travailleurs en général. Il ne s'agit pas bien sûr de leur apporter la bonne parole, mais de les inviter à accepter un travail commun, et donc à répondre favorablement à la note qui va leur être communiquée par la Confédération incessamment. Il s'agit surtout d'éviter la confusion par une démarche collective qui se hisse au-dessus des querelles de chapelles pour aller à l'essentiel.

Jean AUTHIER (Union Pacifiste de France)

(1) « Les Travailleurs face à l'Armée », appel pour une participation active des syndicats à la lutte pour la paix. Préface de Raymond Rageau, Postface de Bernard Clavel de l'Académie Goncourt, texte de Jean Authier, couverture de Moisan. A commander : U.P.F., 4, rue Lazare-Hoche, 92 Boulogne-Billancourt (5 F l'exemplaire).

LE FACTEUR EST PASSÉ...

Présentant « Alternatives non violentes » aux lecteurs du « Monde » (« Revue des revues », des 10, 11 février 1974), Yves Florenne, appréciait que dans nos colonnes la générosité, l'ardeur et même la contestation radicale n'y vont pas sans lucidité ni réalisme ». Ce n'est pas l'avis de Jean Kalman, dont on lira ci-dessous la lettre. Nous ne pouvons pas être d'accord avec son contenu, car elle nous demande de renoncer à l'ouverture d'esprit qui nous a guidés jusque là. Qu'en pensent nos lecteurs ? La lettre de Claude Voron que nous publions également, nous semble plus révélatrice du courrier que nous recevons.

J'ai pris connaissance du contenu du n° 2 d'**Alternatives**. Inutile de te cacher ma surprise à la lecture de l'article sur non violence (?) et lutte des classes. On se demande si on ne s'est pas trompé de revue. Enfin je suppose que ce genre de publication est destiné à inquiéter le lecteur, à l'obliger à réagir, etc. A moins que vous ne disposiez de rien d'autre.

Quoiqu'il en soit, j'en viens à me demander si je peux maintenir mon nom dans la liste des membres du comité. En ayant parlé avec Jean-Marie Muller, j'ai résolu d'attendre encore un numéro... Sans doute se trouve posé le problème des personnes susceptibles d'écrire dans une revue de recherche sur la non violence ; mais au moment où Combat Non Violent commence à prendre bonne allure, il serait regrettable que nous offrions à nos adversaires des bâtons pour nous battre **Alternatives**.

Au moment où la revue recherche de nouveaux abonnés, il est évident que ce qu'on y trouve incite fort peu à la faire connaître. J'ose encore espérer qu'une amélioration est possible...

Jean KALMAN, de la Communauté d'Orléans.

Informations brèves

● Notre ami Bruno Héral a été condamné, le 5 février, par le tribunal militaire de Paris à neuf mois de prison. Son camarade Gérard Petit a été emprisonné, à son tour, à Marseille.

● Dans trente cinq villes, des groupes ont déjà repris la campagne de boycott lancée voici quelques mois par le G.A.R.M. de Lyon, pour dénoncer le rôle du trust multinational I.T.T. dans le coup d'Etat au Chili. Cependant, plus le G.A.R.M. acquiert du poids, plus les pouvoirs publics s'acharnent contre lui. Une récente machination policière a voulu récemment lui faire porter la responsabilité d'un attentat au plastic, et plusieurs de ses membres seront jugés le 12 février, pour des délits d'opinion. G.A.R.M. : Mireille Debord, 7, rue Francisque Jomard, 69600 Oullins.

La revue n° 2 m'a intéressé, même et surtout peut-être lorsqu'elle m'a secoué par l'article de Vincent Laure, par exemple, que j'ai dû reprendre pour en comprendre et suivre le raisonnement. C'est un fait que tout ce que nous faisons à l'Arche, même lorsque cela a une incidence sur le politique, reste au plan prophétique. Je reconnais donc les faiblesses que dénonce Vincent Laure dans ce que nous faisons. Mais il me semble faire vraiment abstraction de tout ce que les actions prophétiques ont ensemencé dans le monde au cours des siècles. A long terme, on ne peut nier historiquement, l'efficacité, dans la politique même, de ces semences prophétiques. Je trouve aussi que la conclusion de son article est un peu carrée. Qu'il reconnaisse qu'on a toujours implicitement lié politique et violence et qu'il ne stérilise pas trop vite les efforts de ceux qui, comme J.-M. Muller, par exemple, tâtonnent pour en sortir.

— D'une manière générale, vos articles sont faits pour « grosses têtes » bourrées de sociologie, d'économie politique, etc. En êtes-vous conscients ? J'ai renoncé pratiquement à suivre tout ce qu'a écrit Etienne Duval. Ça me dépasse.

Bon courage et bon travail.

Claude VORON
(Compagnon de l'Arche)

● Dom Helder Camara vient de recevoir le « Nobel parallèle » de la Paix, à savoir le « Prix Populaire de la Paix ». La non violence en Amérique Latine n'est pas non plus une simple « idée ». Elle s'enracine vraiment dans le nécessaire combat pour la justice et pour la simple vie des gens dans la dignité qui leur est refusée.

● Le premier numéro d'**Alternatives socialistes** est paru (Ed. Stock). Il s'ouvre par un texte fondamental de Roger Garaudy sur « Socialisme et Liberté ».

● Les 16 et 17 mars à Lyon : Assemblée générale du Secrétariat de Coordination de l'Action Non violente (S.C.A.N.).

LIP 73 - Le seuil - Collection "Combats"

LIP - "Charles PIAGET et Les LIP racontent" - Lutter - Stock 2



La lutte des travailleurs de Lip a eu et continue d'avoir un tel retentissement, que ces deux ouvrages sortis récemment en librairie ne seront certainement pas les derniers à traiter de ce sujet.

Le premier, publié dans la collection « Combats », du Seuil, a été réalisé par des militants C.F.D.T., responsables confédéraux et animateurs des luttes de Besançon. Il contient essentiellement un dossier reproduisant des documents prélevés, lors de la « séquestration », la nuit du 12 au 13 juin, dans la serviette d'un adjoint des administrateurs provisoires, M. Laverny et dans les bureaux des directeurs, celui du P.D.G., celui de sa secrétaire, etc. Ces documents concernent le plan de restructuration d'Ebauches S.A. de 1967 à 1973 après sa prise de participation au capital de Lip, la façon dont était envisagée la « participation » du personnel, les manœuvres de Fred Lip avec les cadres, ses rapports avec sa famille et ses amis, et enfin, comment on concevait la « paix sociale » et la « défense de l'ordre » chez Lip. Tous ces documents sont commentés rapidement au cours du livre car, comme l'expliquent les militants C.F.D.T., « Regroupés par thèmes, ils parlent d'eux-mêmes. On n'en a fait que le minimum, tant ils sont éloquentes : on les a simplement situés dans leur contexte ou on a souligné, au passage, les divers intérêts ». Auparavant, les grandes lignes du conflit nous sont présentées. Edmond Maire et Jacques Chereque, à la fin du livre, tirent les leçons de cette lutte du point de vue syndical.

Le second ouvrage publié chez Stock est l'œuvre du P.S.U. Il s'agit d'une série de témoignages de travailleurs de chez Lip, précédés d'un texte de Charles Piaget et suivis d'une post-face de Michel Rocard. Charles Piaget montre que ce conflit n'est pas né spontanément : « La lutte que nous menons depuis avril 1973 est l'aboutissement d'une série d'autres luttes, et peut-être prépare-t-elle celles que nous aurons à mener dans l'avenir contre le capitalisme ». Nous revivons les diverses phases de la lutte à travers les témoignages des Lip qui nous livrent leurs joies, mais aussi leurs moments de désespoir. Nous ressentons bien en lisant ces témoignages que la lutte les a libérés et qu'ils ont

aujourd'hui réellement pris conscience de toutes leurs possibilités d'individu et de classe. Dans une post-face, Michel Rocard essaie d'analyser la signification politique de ce combat : « Pour la première fois peut-être aussi clairement — dit-il — une action syndicale a été en même temps une action politique, menée entre autres par des militants politiques qui ont pu opérer la jonction entre les deux, parce que chaque geste, dans l'action, se révélait profondément politique, parce qu'il engageait l'avenir, en termes de pouvoir, de rapports entre les hommes, et d'ouvertures sur les lendemains ». Une question, cependant, selon lui, qui avait été posée dans le manifeste du P.S.U., n'a pas été résolue par les travailleurs de Lip : « Produire pourquoi ? » — Et l'on pense là au maintien ou au non maintien du secteur armement. Mais — dit-il — « On peut se demander s'il était possible de poser la question. S'il était de surcroît opérationnel de la poser à Lip sans faire le lien avec tout le secteur armement existant en France, et sans qu'une prise en charge globale de ce problème soit effectuée par l'opposition de gauche ». Il conclut ainsi : « Nous sommes à la croisée des chemins. Des conflits d'un type nouveau vont surgir de toutes parts dans les entreprises, mais aussi dans les villes et dans les campagnes, dans les écoles et les lieux de loisir, parmi les hommes et les femmes. Ces conflits portent en eux l'image d'une société socialiste où la liberté se fonde sur la responsabilité individuelle et collective. Il faut que cette société puisse naître de façon consciente et majoritaire dans les années qui viennent : c'est la chance de notre époque et de notre pays. Sinon, cette fin de siècle risquerait fort d'avoir un goût de sang ».

Ces deux livres ne font pas double emploi, ils sont complémentaires. Ils abordent un même sujet sous des regards et des aspects différents. L'un nous présente les causes du conflit en nous révélant, à l'aide de documents authentiques, ce qu'était la « vie privée » de l'entreprise Lip, et nous conduit à la conclusion que, sans conquête de l'information, la classe ouvrière ne peut pas mener un combat efficace ; l'autre nous fait pénétrer dans le cœur même du conflit, dans la peau de ceux qui en sont les acteurs. C'est pourquoi ces deux livres méritent d'être lus pour mieux comprendre ce combat qui représente un nouveau pas dans la lutte de la classe ouvrière.

Bibliographie sommaire

- Jean Brun : « Histoire du Mouvement ouvrier français », Tome I « Le Droit à l'Existence » (des origines à 1884) ; Tome II « La Contestation du Capitalisme par les Travailleurs organisés » ; Tome III « La lutte des Classes aujourd'hui » (1950-1972). Les trois volumes aux Editions Ouvrières.
- Ph. Bernoux, D. Motte, J. Saglio : « Trois ateliers d'O.S. », Ed. Ouvrières.
- Danilo Dolci : « Enquête à Palerme », Ed. Julliard (1957).
- Krasucki : « Syndicats et lutte des classes ». « Syndicats et socialisme ». Aux Editions Sociales.
- Bernard Lambert : « Les paysans dans la lutte des classes », coll. « Politique », Ed. du Seuil.
- Edmond Maire : « La C.F.D.T. et l'autogestion », coll. « Objectifs », Ed. du Cerf.
- Serge Mallet : « La nouvelle classe ouvrière », coll. « Politique », Ed. du Seuil.
- Charles Piaget : Lip. 73.
- P.S.U. : Lip.
- Pierre Ranaï : « Hiérarchie des salaires et lutte des classes », coll. « Objectifs », Ed. du Cerf.

- Communauté d'Orléans : Dossier « César Chavez ».
- Lucien Rioux : « Clefs pour le syndicalisme », Ed. Seghers
- Simone Weil : « La condition ouvrière », coll. Idées, Gallimard.
- Collectif : « La C.F.D.T. », coll. « Politique » Ed. du Seuil.
- Collectif : « La C.G.T. », coll. « Politique », Ed. du Seuil.
- Danilo Dolci : « Gaspillage », Ed. Maspéra (1966).
- Danilo Dolci : « Enquêtes sur un monde nouveau », Ed. Maspéra (1965).
- Danilo Dolci : « Inventer le Futur », Desclée de Brouwer (1973).
- Revues :
- « Syndicalisme-Magazine » (Edité par la C.F.D.T.), 26, rue Montholon, 75439 Paris Cédex 08.
- « La Vie Ouvrière » (Organe de la C.G.T.), 33, rue Bourret, 75019 Paris.
- « Masses Ouvrières » (mensuel pour les militants syndicaux chrétiens), 23, rue Jean-de-Beauvais, 75005 Paris.
- « Le Mouvement Social » (revue trimestrielle d'histoire sociale), 1, av. Sœur Rosalie, 75621 Paris Cédex 13.
- « Autogestion et Socialisme », 12, avenue du Maine, Paris-15.

alternatives non violentes

AIDEZ-NOUS

En diffusant ce numéro ou en vous abonnant :
France : 20 F - Etranger : 25 F - De soutien : 50 F - Belgique :
200 FB - Suisse : 18 FS.
Chèques, mandats ou timbres
C.C.P. 2915.21 Lyon.
Adresse : 22, rue de l'Eglise, 69003 Lyon,
Tél. (78) 84.00.27.

Collaborateurs : Membres du Mouvement Lyonnais d'Action Non Violente (68, rue Mercière, 69002 Lyon).
...et tous ceux qui enverront des articles !
Comité de Direction : Christian DELORME, Georges DIDIER, Christian MELLON. Directeur de Publication : Georges DIDIER.

Comité de référence :

Hervé de BELLEFON, Jean-François et Simone BESSON, Jean FABRE, Pierre FABRE, Jacques de BOLLARDIERE, CAVANNA, Philippe de la CHAPELLE, Jean-Pierre CATTETAIN, René CRUSE, Michel DEGUY, Jean DESBOIS, André FAUSSURIER, Henri FRIEDEL, Jean GOSS, Guy et Madeleine GUYOT, André JEANSON, Jean KALMAN, Marie LAFRANQUE, LANZA DEL VASTO, Jean LASSERRE, Maxime LE FORESTIER, René MACAIRE, Olivier MAUREL, Claude MICHEL, Ambroise MONOD, Théodore MONOD, Jean-Marie MULLER, Jean OFFREDO, Joseph PYRONNET, Albert SAMUEL, Père SCOTTO, Jean TOULAT, Pierre TOULAT, Jean VAN LIERDE.

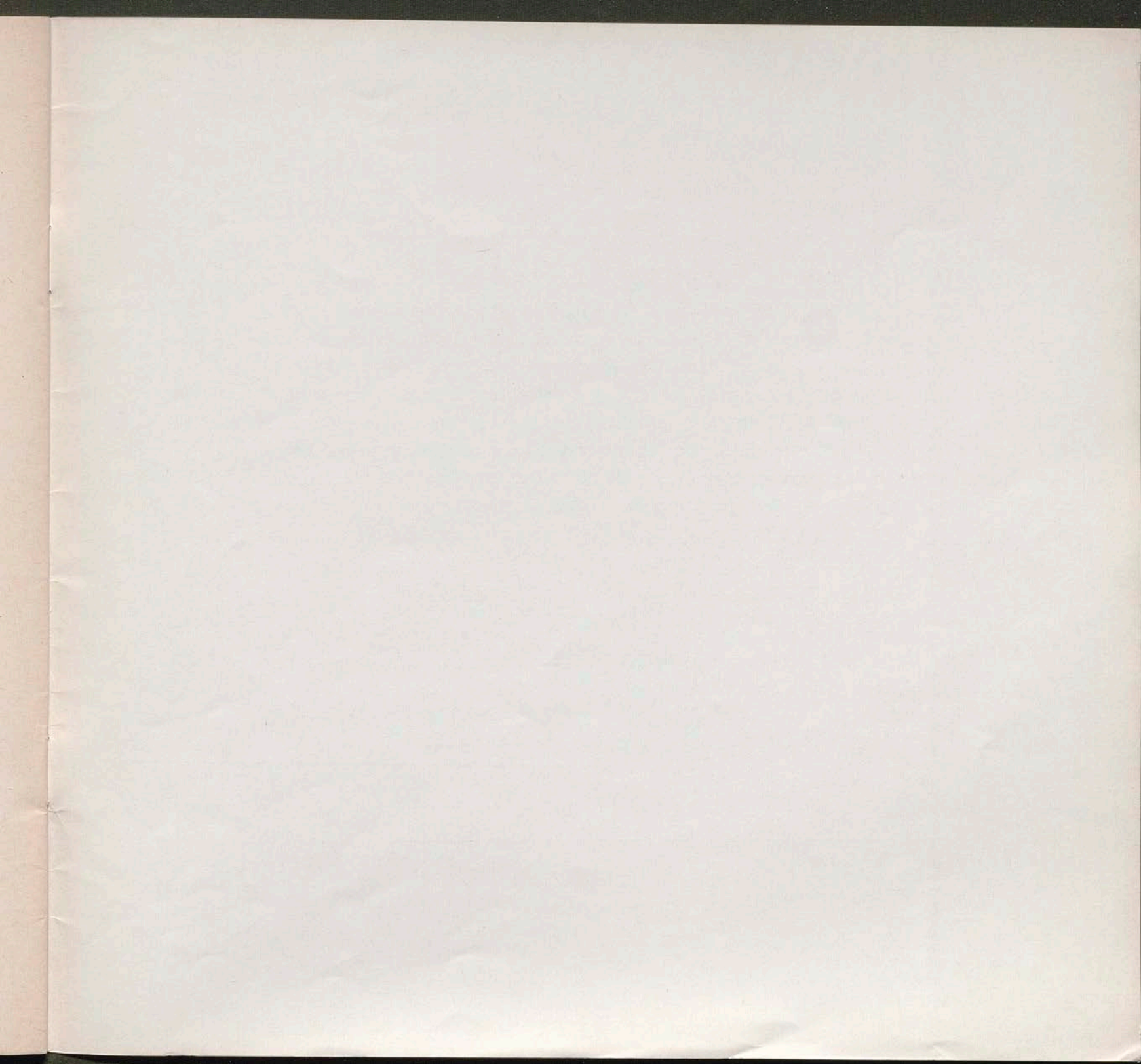
NUMERO PRECEDENT

On peut s'abonner à partir du N° 2
Non violence et révolution prolétarienne.

NUMEROS EN PROJET

Les Non violences en débat.
L'expérimentation sociale.
Education et non violence.
Syndicalisme et non violence.
Militer, mais comment ?

Dépôt légal : 1^{er} trimestre 1974, Imprimerie HASSLER, 69400 Villefranche



Dans le même temps où se développent des actions ouvrières qui, sans faire appel à la violence, remettent durement en question et ébranlent les structures et le fonctionnement de l'entreprise capitaliste, voici que, parallèlement, venu d'autres horizons la plupart du temps, sur l'initiative de militants sensibilisés par d'autres aspects aussi aberrants de la société moderne, un mouvement prend corps, quitte les zones marginales pour connaître un impact de plus en plus important sur l'opinion publique. C'est celui qui s'ordonne autour de la théorie et de la pratique d'une stratégie non violente avec l'ambition de donner à cette stratégie un contenu tel qu'elle puisse répondre à toutes les sortes de conflits que suscite notre monde, et pas seulement les conflits qui relèvent de la défense nationale.

Il est capital que ces deux évolutions puissent se rencontrer, s'explorer, s'appuyer l'une sur l'autre.

André JEANSON
ancien secrétaire général de la CFDT